

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Retrouvez-nous sur
www.economie-gabon.com

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ECONOMIQUE

L'aide du Groupe de la Banque mondiale atteint près de 59 milliards de dollars sur l'exercice 2017



Lire p.4

Pour que l'agriculture devienne un secteur « branché »



Lire p.6

DEVELOPPEMENT DURABLE

Comment investir dans la recherche et l'innovation ?



Lire p.18

TIC

L'Union Africaine (UA) lance officiellement le nom de domaine .africa



Lire p.20

DOSSIER

LA DURE REALITE DE L'OR NOIR

La croissance durable et rentable : une véritable préoccupation du groupe Eramet-Comilog

OILIBYA : « Au Gabon, j'ai trouvé une équipe soudée et compétente... »

ADL : L'aéroport de Libreville a la capacité d'accueillir le double du trafic actuel

SERVAIR : « Notre plus belle réussite , la reconnaissance et la confiance de nos clients aériens »

RADISSON BLU : des standards d'accueil élevés en catégorie 5 étoiles...

Lire pages 8-17

Dans notre prochain numéro

BTP : HABITAT & IMMOBILIER

N°59
SEPT
2017



EGIS, UNE APPROCHE GLOBALE DE L'AVIATION



LA FORCE D'UN RÉSEAU DE 17 AÉROPORTS, DONT 5 EN AFRIQUE



8 PAYS
4 CONTINENTS
27 MILLIONS DE PASSAGERS
270 000 TONNES DE FRET

30 ans d'investissement et d'accompagnement au développement de l'**Aéroport de Libreville**

Egis est le partenaire opérateur de l'Aéroport de Libreville pour le développement, l'exploitation et le conseil en management aéroportuaire.



GABON LIBREVILLE



- Nouveaux salons VIP Ekena & Ayogo, 400 m², mixant tradition et modernité
- Contrôles aux frontières automatisés
- Accueil dédié pour la Coupe d'Afrique des Nations de football 2017
- Nouveau site internet
- Un des 3 aéroports africains ayant reçu en 2016 l'accréditation carbone, niveau 2, de l'ACI (Airport Council International)
- Rénovation complète de la piste et des taxiways

CÔTE D'IVOIRE
ABIDJAN

BRESIL
SAO PAULO-
VIRACOPOS

CONGO
BRAZZAVILLE
POINTE NOIRE
OLLOMBO

GABON
LIBREVILLE

BELGIQUE
ANVERS
OSTENDE-
BRUGES

CHYPRE
LARNACA
PAPHOS

FRANCE
PAU
BREST
QUIMPER

POLYNÉSIE
FRANÇAISE
TAHITI FAA'A
BORA BORA
RAIATEA
RANGIROA



Egis est un groupe international d'ingénierie, de montage de projets et d'exploitation. En ingénierie et conseil, il intervient dans les domaines des transports, de la ville, du bâtiment, de l'industrie, de l'eau, de l'environnement et de l'énergie.

+ D'1 MILLIARD €
DE CHIFFRE D'AFFAIRES GÉRÉ EN 2016

63 % À L'INTERNATIONAL

13 800 COLLABORATEURS

www.egis.fr

Sommaire N°58

VIE ECONOMIQUE

4-7

Le rôle de la normalisation dans l'intégration économique de l'Afrique

P.5

La dépendance grandit entre le cuivre et les énergies vertes

P.7

Cote boursière mai - juin 2017 par UGB

P.7

DOSSIER

8-17



CONSO & SANTÉ

22

Le retour à la Beauté naturelle gabonaise

P.22

Agenda évènementiel n° 58

P.22

Les vins du mois

P.22

Édito

L'espoir viendrait-il du gaz liquéfié ?

Par Dr. Nelto

La chute rapide et brutale du prix du baril sur le marché international ces dernières années, a montré une fois encore, l'effet pervers de l'or noir qui n'est autre que la fluctuation des prix du baril que ne contrôlent pas les producteurs. Pour les producteurs africains cet effondrement durable des cours a entraîné des conséquences incalculables avec l'épuisement de la rente, des recettes en berne qui, en ce qui concerne le Gabon, ont amené le gouvernement à procéder au recadrage de ses prévisions budgétaires en forte baisse pour l'année 2017-2018. L'espoir de voir une remontée rapide des cours du brut s'estompe face à une demande jugée « médiocre » au premier trimestre, les chiffres provisoires de l'agence internationale de l'énergie (AIE) font état d'une « accélération spectaculaire » d'1,5 mbj au deuxième trimestre, due à une hausse attendue de la consommation en Inde combinée à un effet « surprise » en provenance des Etats-Unis et de l'Allemagne. Mais il ne faut pas se leurrer parce que le rééquilibrage attendu du marché pétrolier et la remontée des prix tardent à se faire sentir, malgré les quotas en vigueur depuis fin 2016 pour limiter la production. L'Agence internationale de l'énergie au regard de cette situation encore morose des cours du pétrole, estime qu'il faut s'armer de patience.

Au-delà de cette crise pétrolière et du recul des prix des autres matières premières, il y a un espoir grandissant dans le gaz naturel. En effet, dans le monde, les perspectives en matière de gaz naturel sont formidables. Selon les prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), la demande mondiale en énergie primaire augmentera de 37% entre 2012 et 2040, soit un peu plus de 1% par an. Le gaz naturel est l'énergie fossile qui aurait la croissance la plus forte avec une part relative qui passerait de 21% à 24% alors que le charbon et le pétrole auraient des parts en décroissance. Tout n'est pas perdu pour le Gabon où un très important gisement offshore de gaz vient d'être découvert dans la région de la Nyanga, au Sud-Ouest du pays.

C'est un grand espoir pour le Gabon de figurer avec ce nouveau gisement et celui de Rabi Kouna, parmi les grands producteurs mondiaux de gaz naturel. Cet espoir réside dans la hausse annuelle de 1,6% d'ici 2022, selon les prévisions de l'AIE, de la demande mondiale de gaz naturel au cours des cinq prochaines années. Une prévision légèrement supérieure à ce qu'envisageait l'an dernier l'AIE, bras énergétique des pays de l'OCDE, dans son rapport sur l'évolution à moyen terme des marchés du gaz. La consommation mondiale de gaz devrait ainsi atteindre 4 000 milliards de mètres cubes en 2022 contre 3.630 milliards m3 l'an dernier. La Chine, portée par la lutte contre la pollution de l'air, serait le principal moteur de la hausse de la demande mondiale (40%), précise l'AIE qui note aussi une transformation du marché en termes de débouchés : le secteur industriel va remplacer le secteur énergétique, où les renouvelables sont de plus en plus présents, comme premier consommateur du gaz. La consommation de gaz va augmenter plus rapidement que celle de pétrole et de charbon dans les cinq prochaines années, portée par le secteur industriel et la demande venue des pays émergents, anticipe l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport publié récemment.

Moins émetteur en gaz à effet de serre que ses cousins fossiles - le pétrole et le charbon - et bénéficiant aussi de prix bas, dans la foulée de la baisse des cours de l'or noir, le gaz voit par exemple ses usages se développer dans la chimie ainsi que dans les transports. De plus, le recours au gaz pour la production d'électricité continue de croître, mais à un rythme plus lent, concurrencé par les énergies renouvelables. Accrochons-nous à cette lueur d'espoir venant du gaz que les compagnies pétrolières brûlaient à partir des torchères mais qu'il faut liquéfier pour les vendre aux grands consommateurs du monde et à nous-mêmes pour une bonne préservation de notre environnement ■

Directeur de la publication

Philippe Chandezon
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Nelto NARGONGAR
Anne-Marie JOBIN
Nancy DIGOMBE
laredaction@economie-gabon.com

Correspondant Royaume-Uni

Blanche MATCHANGA

Correcteur / Rewriter : Rodrigue NDONG

contact@economie-gabon.com

Responsable Multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Rédacteur en chef éditorial

Dr. Nelto NARGO
Tél. : +241 07 41 26 42
laredaction@economie-gabon.com

Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie

Donald Ella

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

BILAN 2016 – 2017 DE LA BANQUE MONDIALE

L'aide du Groupe de la Banque mondiale atteint près de 59 milliards de dollars sur l'exercice 2017

Dans un contexte de lente reprise de l'activité économique mondiale, les financements de l'IDA et de l'IFC ont augmenté et ceux de la MIGA ont représenté un volume record. En effet, les engagements du Groupe de la Banque mondiale, sous forme de prêts, de dons, de prises de participations ou de garanties destinés à aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté et à accroître les opportunités, ont totalisé près de 59 milliards de dollars sur l'exercice 2017 (1er juillet 2016-30 juin 2017).

Par la Rédaction



59 milliards de dollars pour lutter contre la pauvreté et accroître les opportunités

« Face aux aspirations croissantes des pauvres et aux crises simultanées, telles que celles provoquées par les déplacements de population forcés, la famine et le changement climatique, qui rendent notre mission d'autant plus impérative, nous avons nettement relevé les financements émanant de l'IDA, de l'IFC et de la MIGA. Cette année, nous avons dû veiller tout particulièrement à la gestion des prêts de la BIRD, mais le Conseil des administrateurs et la direction sont en train d'explorer des solutions visant à doter l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale de capacités suffisantes afin d'aider le mieux possible les pays à concrétiser leurs objectifs de développement. Comme toujours, nous nous attachons à travailler en partenariat avec nos pays membres, et d'autres acteurs, pour attirer les investissements privés et pour maximiser les ressources en les mettant au service des plus démunis » a expliqué le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim.

Les engagements de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui apporte aux pays son savoir en matière de développement, ainsi que des financements et des produits de gestion du risque, ont totalisé 22,6 milliards de dollars sur l'exercice 2017. Ils reflètent la volonté de maintenir les ratios d'adéquation des fonds propres à un

niveau élevé et de conserver une gestion financière prudente, tout en remédiant aux problèmes de développement les plus urgents dans les pays clients.

Environ 3,9 milliards de dollars supplémentaires alloués pour des prêts non concessionnels

Les engagements de l'Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts sans intérêts, ou à faible taux d'intérêt, et des dons aux 77 pays les plus pauvres du monde, sont ressortis à 19,5 milliards de dollars sur l'exercice 2017. Cette hausse s'explique par la forte demande de financements, ainsi que par les efforts que l'IDA déploie pour mieux tirer parti des ressources et pour élargir les possibilités de financement offertes aux pays emprunteurs. L'exercice 2017 a continué de prendre en compte la très forte demande de financement des clients en engageant l'intégralité des ressources de l'IDA 17 sur trois ans.

Environ 3,9 milliards de dollars supplémentaires ont ainsi été alloués pour des prêts non concessionnels destinés à financer des projets de transformation dans les pays IDA éligibles. Ce financement accru a également permis à l'IDA de réagir rapidement aux crises mondiales : elle a

notamment décaissé une aide spécifique pour permettre à la Jordanie et au Liban de faire face à la crise des réfugiés, et elle a activé son Mécanisme de riposte aux crises pour la mise en œuvre d'interventions d'urgence et pour l'amélioration de la résilience dans les pays touchés par la famine.

La Société financière internationale (IFC), la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités concernent exclusivement le secteur privé, s'est appuyée sur ses capacités financières, sur son expertise et sur son influence pour créer des marchés et des opportunités là où les besoins étaient les plus criants.

Selon des données préliminaires non auditées, les investissements à long terme de l'IFC au 30 juin se chiffraient à environ 18,7 milliards de dollars (y compris les ressources mobilisées auprès d'autres investisseurs). Sur l'exercice 2017, l'IFC a réalisé près de 11,9 milliards de dollars d'investissements de long terme sur son compte propre et mobilisé environ 6,8 milliards de dollars auprès d'autres investisseurs. Ces opérations, souvent complexes, sont venues soutenir 342 projets de financement à long terme dans des pays en développement.

Les régions et les pays les plus pauvres font toujours partie des priorités stratégiques de l'IFC, qui a apporté plus de 4,6 milliards de financements de long terme en faveur de l'accélération du développement dans les pays IDA (y compris les ressources mobilisées auprès d'autres investisseurs). Ces pays représentent près de 25 % du total des investissements de l'IFC. Les investissements dans des entreprises de régions fragiles et en conflit ont totalisé 858 millions de dollars (y compris les ressources mobilisées auprès d'autres investisseurs). Cette stratégie est en phase avec celle du Groupe de la Banque mondiale, qui vise à canaliser les ressources au profit des pays qui en ont le plus besoin.

En octobre 2016, tandis que le Groupe de la Banque mondiale continuait à chercher de nouveaux moyens de promouvoir une augmentation des investissements dans l'infrastructure, l'IFC a lancé une initiative pionnière, baptisée « *MCPPI Infrastructure* », afin de lever jusqu'à 5 milliards de dollars auprès d'assureurs, et d'autres investisseurs institutionnels, pour des investissements dans des projets d'infrastructure sur les marchés émergents. Cette initiative s'appuie sur la réussite du Programme de portefeuille de prêts conjoints de l'IFC, un mécanisme de syndication de prêts doté de 3 milliards de dollars et permettant à des tiers d'investir passivement dans le portefeuille de créances de premier rang de l'IFC.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), l'institution du Groupe de la Banque mondiale spécialisée dans le rehaussement du crédit et l'assurance contre les risques politiques, a établi un nouveau record en émettant pour 4,8 milliards de dollars de garanties sur l'exercice 2017, à l'appui de 33 projets, et en mobilisant 15,9 milliards de dollars

de capitaux privés étrangers en faveur de pays en développement. Environ 45 % de ces projets concernaient des pays IDA, et 21 % des États fragiles et en conflit, tels que le Burundi et le Myanmar. Ensemble, ces projets devraient permettre, chaque année, d'éviter l'émission de 1,1 million de tonnes d'équivalent CO₂, d'accroître l'approvisionnement en électricité ou d'améliorer la qualité de l'électricité pour 8,5 millions de personnes, et d'assurer l'accès aux soins pour 8,7 millions de patients. À la fin de l'exercice 2017, la MIGA affichait des engagements bruts record, de 17,8 milliards de dollars, pour 144 projets à travers le monde, soit une hausse de 25 % par rapport à l'exercice 2016.

Le PEF décaissera au profit de pays en développement plus de 500 millions de dollars

Les engagements du Groupe de la Banque mondiale dans les pays d'Afrique subsaharienne — l'une de ses priorités — ont été portés à 15,27 milliards de dollars sur l'exercice 2017, contre 12,5 milliards sur l'exercice 2016. Sur ce total, 10,7 milliards proviennent de l'IDA, 1,2 milliard de la BIRD, 2,33 milliards de l'IFC (sur son compte propre) et 1,04 milliard de garanties de la MIGA pour des projets dans la région.

La BIRD a émis pour 56 milliards de dollars d'obligations sur les marchés internationaux, à l'appui de programmes de développement durable et de développement du marché financier dans ses pays clients. Elle a notamment émis le premier titre libellé en droits de tirage spéciaux, l'obligation « *Mulan* », sur le marché obligataire chinois, afin de promouvoir l'internationalisation du renminbi. En outre, la BIRD a émis des obligations pour encourager spécifiquement le secteur privé à participer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Le rendement de ces instruments de dette est indexé sur celui d'un indice boursier qui se compose d'entreprises intégrant les ODD dans leurs opérations.

Les premières obligations émises en juin dernier par la Banque mondiale (BIRD) dans le cadre du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie (PEF) vont permettre aux pays les plus pauvres de se prémunir contre les pandémies. Au cours des cinq prochaines années, le PEF, un partenariat constitué par la Banque mondiale avec le soutien de bailleurs des fonds, décaissera au profit de pays en développement plus de 500 millions de dollars, via ses deux guichets : un guichet d'assurance et un guichet de liquidités ■

Source : Banque mondiale

Le rôle de la normalisation dans l'intégration économique de l'Afrique

Nous vous livrons dans ce numéro 58 de votre magazine, la suite de l'article du PCA de l'Agence Gabonaise de Normalisation (AGANOR), M. Michel Mbomoh Upiangu, sur le rôle de la normalisation dans l'intégration économique de l'Afrique. Cette dernière partie met un accent particulier sur la mise en place, par l'Organisation Régionale Africaine de Normalisation (ORAN ou ARSO) d'un certain nombre de programmes avec l'appui des organismes internationaux partenaires. (Suite et fin)

Par Michel Mbomoh Upiangu

Au départ, le système de certification ARSO CERT désignait le système de certification régional établi par l'ARSO, suite à l'extension de son mandat par le Plan d'action de Lagos, pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000). Ce système de marquage de certification continentale était destiné à certifier la qualité et la promotion des produits africains. À la suite de l'approbation par la 48e réunion du Conseil pour la relance du système de certification, le Secrétariat de l'ARSO l'a renommé ARSO CACO, en le présentant au Comité d'Evaluation de la Conformité, tout en lui confiant un mandat plus élargi qui vise à superviser toutes les formes d'évaluation de la conformité en Afrique. ARSO CACO (Conformity Assessment Committee) vise à permettre aux États membres de produire et d'offrir une qualité constante et améliorée de produits/services en harmonisant les activités communes de contrôle de la qualité, d'inspection et de test en utilisant les normes comme support.

ARSO COCO (Consumer Committee)

Le programme ARSO pour le Comité des Consommateurs (ARSO COCO) a été approuvé par la 48e réunion du Conseil de l'ARSO. Ce programme encourage la participation des consommateurs aux processus de normalisation en Afrique afin de leur permettre d'inclure les intérêts des consommateurs dans la normalisation et l'évaluation de la conformité. En effet, les normes constituent une plate-forme importante dans la prise en compte des huit droits des consommateurs suivants : le droit à l'éducation des consommateurs, le droit à un environnement sain, le droit à la satisfaction des besoins essentiels, le droit à la sécurité, le droit d'être informé, le droit d'être entendu, le droit à la réparation et le droit au choix.

ARSO DISNET (Documentation and Information Systems Network)

Le produit ARSO DISNET est un réseau d'information, basé sur une intégration de systèmes de documentation et d'information sur les normes, les règlements techniques et les activités connexes de normalisation en Afrique. Il

a été lancé dans le cadre d'une meilleure connaissance des programmes de l'ARSO. Le portail Web ARSO DISNET a été développé prioritairement, pour fournir aux pays africains et aux parties prenantes, les informations dont ils ont besoin pour tirer pleinement parti des opportunités d'exportation et d'importation qui existent dans les pays africains.

ARSO DISNET aidera à améliorer le flux du commerce international, en faisant la promotion d'une coopération plus étroite entre les pays africains et permettra d'assurer la circulation de l'information, en contribuant au transfert des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement. Son rôle est également de réduire les obstacles techniques au commerce (OTC), en encourageant l'application de la normalisation et de ses activités connexes ainsi que la mise en oeuvre des normes.

Le réseau, ainsi développé, fournira des connaissances mondiales sur les questions liées au commerce et les moyens de faciliter la libre circulation des biens, en raison de la disponibilité de l'information, créant ainsi une société axée sur l'information.

Mécanisme africain d'étiquetage écologique - AEM

Les économies africaines sont parmi les plus touchées par les effets néfastes des changements climatiques tels que les sécheresses prolongées et les inondations. L'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses impacts seront vitaux pour le continent. Les méthodes de production durables ne sont pas seulement un moyen approprié de s'adapter au changement climatique, puisque les secteurs économiques clés en Afrique tels que l'agriculture ou la sylviculture portent également un potentiel largement inexploité d'économie d'émissions de gaz à effet de serre. Parallèlement, le succès futur des produits africains sur le marché mondial dépendra, de manière décisive, de la satisfaction de la demande croissante des consommateurs en biens et services produits durablement. Jusqu'à présent, l'Afrique n'a pas été en mesure de bénéficier de ces débouchés.

L'étiquetage écologique est un instrument efficace fondé sur le marché pour améliorer l'accès des produits africains aux marchés internationaux, tout en favorisant des modes de consommation et de production durables. En permettant la sélection de

produits et de services selon des critères environnementaux et sociaux spécifiques, l'éco-étiquetage permet aux entreprises de mesurer la performance et de communiquer les qualités environnementales des produits. Pour les consommateurs, ce système guide leurs décisions d'achat, en fournissant des informations écologiques de production des produits. Les gouvernements peuvent utiliser les écolabels pour encourager le changement de comportement des producteurs et des consommateurs vers la durabilité à long terme.

Approuvé par la Conférence des ministres africains de l'Environnement, dans le cadre du Processus de Marrakech, le développement d'un label écologique africain intersectoriel, à l'échelle continentale, vise à promouvoir le commerce intra-africain et international et à permettre aux économies africaines de s'adapter et de contribuer à l'atténuation du changement climatique.

Renforcement des capacités et formation

Le renforcement des capacités et la formation des cadres constitue un axe majeur de développement des activités menées par l'ARSO dans ses États membres, grâce à l'appui de ses partenaires techniques; notamment le PTB (Institut Allemand de Métrologie) et KATS (Agence sud-coréenne des technologies et des normes) qui coopèrent avec l'ARSO pour mettre en oeuvre diverses activités de formation pour les États membres de l'ARSO.

La coopération avec KATS, basée sur le protocole d'accord ARSO-KATS, signé à Nairobi au Kenya en 2010, lors de la 17e Assemblée Générale de l'ARSO et du Plan d'Action signé pour la période 2011-2015, a permis le renforcement des capacités et la formation en normalisation et évaluation de la conformité dans de nombreux pays membres. La convergence, par l'harmonisation et l'amélioration de l'accès aux marchés en Afrique, a conduit, pour sa part, le PTB et le gouvernement allemand, à organiser pour le compte de l'ARSO, des ateliers de formation et de sensibilisation sur le thème " *Interaction des règlements techniques et des normes* ".

Pour une meilleure implication des ONG africaines



Michel M. Upiangu, PCA AGANOR

Comme on peut le constater, le mandat de l'ARSO est vaste et son action encourageante, si on tient compte des besoins importants des États à converger vers le développement de l'Infrastructure Qualité ; sachant également qu'il existe des disparités de niveau entre les États et même d'implication des organisations sous-régionales à améliorer les conditions d'un commerce plus dynamique. Dans tous les cas, tous les organes de normalisation de l'Afrique devraient être mis à contribution pour permettre l'intégration économique de l'Afrique, à travers l'utilisation de la normalisation dans la suppression de tous les OTC et pour permettre aux Africains de considérer leur continent comme un marché commun unique dans lequel ils pourraient développer le commerce afin d'aboutir à son intégration, par la compétitivité et l'émancipation économique.

Mettre des moyens conséquents pour y parvenir

En effet, tout le monde s'accorde à dire que cette solution est particulièrement pertinente pour les nombreux pays africains qui ont de petites économies, des populations faibles ou enclavées. Ainsi, les États, les Communautés Economiques Régionales (CER) et spécialisés régionales et autres institutions du continent, devraient contribuer à dynamiser ce processus d'intégration et permettre le renforcement des capacités, afin de poursuivre l'intégration régionale. En d'autres termes, le niveau d'intégration régionale et la coopération continentale constituent, certainement, la façon la plus appropriée pour améliorer le faible niveau du commerce intra-africain et la contribution du continent au commerce international.

Le développement efficace de l'Infrastructure Qualité en Afrique est donc désormais à l'ordre du jour de l'Intégration africaine tout d'abord ; puis, à celle de l'Afrique dans les systèmes commerciaux mondiaux. L'Organisation Régionale Africaine de Normalisation (ORAN), en tant que point focal pour la normalisation et l'évaluation de la conformité en Afrique, devrait davantage encourager les blocs régionaux à se constituer pour avancer à un rythme plus soutenu vers cette intégration africaine que nos États appellent de tous leurs vœux. A condition d'y mettre des moyens conséquents pour y parvenir ■

Pour que l'agriculture devienne un secteur « branché »

La BAD a débloqué plus d'un milliard de dollars pour soutenir des projets agricoles montés par des jeunes, notamment au Cameroun, au Soudan et au Nigeria. Et grâce à toutes les initiatives qu'elle déploie, ce sont plus de 300 000 entreprises et plus de 1,5 million d'emplois directs qui devraient être créés d'ici à 2025.

Par la Rédaction

Lancé en mars 2017 au siège de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan, afin de révéler l'agriculture en Afrique sous le signe de l'innovation, le concours AgriPitch a livré son verdict au premier jour des 52es Assemblées annuelles de la Banque, lundi 22 mai 2017, à Ahmedabad (Inde). L'occasion de braquer les projecteurs sur les agri-preneurs, qui incarnent on ne peut mieux le dynamisme de la jeunesse africaine ainsi que le rôle capital de l'agriculture, thème spécifique des Assemblées cette année. Cette remise de prix s'est faite dans le cadre d'une session plus large, intitulée « L'agriculture, c'est "cool" : susciter l'intérêt de la jeunesse africaine ».

Les trois finalistes du concours, invités aux Assemblées à Ahmedabad, se sont vu remettre leurs distinctions. Le premier prix est ainsi revenu au Ghanéen Ababio Kwame, 24 ans et patron-fondateur de Green Afro Palms. Créée en 2012 au Ghana, sa société est spécialisée dans la production, l'extraction et la commercialisation de l'huile de palme. Elle s'est aussi lancée dans la transformation, avec la vente de produits à plus forte valeur ajoutée, entre gâteaux à base de fibre de palme et cosmétiques.

Le deuxième prix est revenu à l'entreprise kenyane FarmDrive, basée à Nairobi et représentée par Mary Joseph, directrice des partenariats et des relations extérieures. Les petits producteurs kenyans ayant de grosses difficultés à obtenir des prêts et financements auprès des banques, elle a conçu une solution innovante, qui fournit des profils de risque détaillés des petits agriculteurs aux institutions financières.

Fondateur de J-Palm Liberia, le Libérien Mahmud Johnson, 23 ans, a remporté la troisième place. Poursuivant une étude de marché détaillée et axée sur le consommateur, il développe des produits cosmétiques innovants à base d'huile de palme et d'huile de noix de palme, en privilégiant un service de proximité avec ses clients.

Accompagner financièrement les projets novateurs des jeunes

« L'agriculture doit, aujourd'hui, être un secteur branché », a ainsi plaidé l'ex-président du Ghana, John Dramani Mahama. Et d'ajouter : « Nous devons faire vite et impliquer les jeunes, qui sont créatifs, dans le développement du secteur agricole. Il faut préparer l'avenir en préparant la jeunesse. »

Une invite à laquelle Noël Mulinganya,



Les dirigeants de la BAD ont braqués les projecteurs sur les agri-preneurs, aux dernières Assemblées d'A Ahmedabad en Inde

coordinateur du Programme des jeunes agri-preneurs pour l'Institut international d'agriculture tropicale (International Institute of Tropical Agriculture) à Kalambo, à l'est de la République démocratique du Congo, a lancé une piste de réflexion : accompagner financièrement les projets novateurs des jeunes. « Les jeunes Africains peuvent avoir des idées novatrices. Mais ils veulent que ces idées soient financées. Ils veulent développer un modèle qui inspire d'autres jeunes », a-t-il ajouté.

Evelyn Ohanwusi, chargée des partenariats et du marketing pour le programme Jeunes agri-preneurs de l'IITA, a quant à elle mis l'accent sur la nécessité d'accroître la mécanisation dans le secteur, mais aussi de recourir aux nouvelles technologies : « Nous avons besoin d'un tracteur pour cultiver les champs. Mais il faut aussi Internet, grâce auquel on peut commander un tracteur », a-t-elle cité en exemple.

Le concours Agripitch est une initiative conjointe de la BAD, de l'Institut international d'agriculture tropicale (International Institute of Tropical Agriculture, IITA), du Réseau africain d'incubateurs d'agri-entreprises (African Agribusiness Incubation Network, AAIN) et du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Il s'inscrit dans la droite ligne de l'une des cinq grandes priorités, dites Top 5, de la BAD, « Nourrir l'Afrique », dont l'ambition est de transformer la donne dans l'agriculture en Afrique. La Stratégie de la Banque en matière de transformation de l'agriculture en Afrique pour la période 2016-2025 est ambitieuse.

La BAD a ainsi débloqué plus d'un milliard de dollars pour soutenir des projets agricoles montés par des jeunes, notamment au Cameroun, au Soudan et au Nigeria. Et

grâce à toutes les initiatives qu'elle déploie, ce sont plus de 300 000 entreprises et plus de 1,5 million d'emplois directs qui devraient être créés d'ici à 2025. À Ahmedabad, plus de 3 000 délégués, y compris les chefs d'État et de gouvernement, les ministres des Finances et les chefs des banques centrales, ont participé aux réunions des Assemblées annuelles de la BAD, aux côtés des représentants des institutions multilatérales de financement du développement, des agences de développement, du secteur privé, des organisations non gouvernementales, de la société civile et des médias.

« Tout le monde peut nous saisir »

Interrogé à l'occasion de cette remise des prix aux jeunes Africains, sur les cas de la corruption signalés sur les projets financés par la BAD, ou en interne de l'institution, M.Bubacarr Sankareh, responsable des investigations au sein du Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (IACD) à la BAD a répondu en ces termes : « Je suis en effet responsable de la division chargée de mener les enquêtes au sein du Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (IACD) à la BAD. Notre division mène ses investigations, en toute liberté, sur les cas présumés et potentiels de pratiques passibles de sanctions dans les projets financés par la Banque. Cinq types de pratiques sont passibles de sanctions à la Banque : la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction. Nos investigations peuvent porter sur des faits externes, quand des soupçons de corruption portent sur des projets financés par la Banque qui impliquent d'autres entités, comme des entreprises ou des consultants.

Mais nous menons aussi des enquêtes en interne, quand ce sont des membres du personnel de la Banque qui sont mis en cause ; ou quand il s'agit d'allégations relatives à l'usage des fonds de la Banque comme l'utilisation abusive du budget de la Banque ou des manquements aux règles de procédure dans les acquisitions institutionnelles. Nos enquêtes peuvent aussi porter sur la conduite des membres du personnel, quand ils sont accusés de harcèlement, de faute professionnelle, de violation des clauses de confidentialité, d'abus de pouvoir, de conflit d'intérêt ou toute autre conduite répréhensible ».

Et d'ajouter : « Tout le monde : membres du personnel de la Banque ou personnes extérieures, quel que soit votre lieu de résidence ou votre nationalité. Les employés de la BAD ont même l'obligation de le faire, en vertu de la Politique de la BAD en matière de dénonciation et de traitement des plaintes, et dans un délai de 7 jours après avoir pris connaissance des faits. Les plaintes sont traitées en toute confidentialité. Il suffit, soit de venir les déposer à la BAD directement, à mon attention ; soit de m'envoyer un mail, expressément adressé au chef de division en charge des investigations ; soit de passer par les adresses mail et les lignes téléphoniques sécurisées et confidentielles d'IACD : investigations@iacd-afdb.org, +1 77 07 76 56 58 ou +225 20 32 01 49. Je précise que celles-ci ne font pas partie des systèmes téléphoniques et de courriers électroniques de la Banque, et ne sont accessibles qu'aux enquêteurs d'IACD. Protéger l'identité des lanceurs d'alerte et des plaignants est de notre devoir ».

« Toutes les accusations que nous recevons sont soumises à un premier examen. Il faut d'abord nous assurer que les plaintes qui nous sont adressées relèvent bien de notre mandat. Il faut aussi s'assurer de la crédibilité d'une allégation, en mesurer l'importance ainsi que la vérifiabilité. C'est pour cela que nous menons des recherches préliminaires avant de décider de l'ouverture d'une enquête », a-t-il conclu ■

Source : <https://www.afdb.org>

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Insertion professionnelle : 520 jeunes pour un stage professionnel à Nkok



CUIVRE ET NOUVELLES ÉNERGIES : QUAND LE MÉTAL ROUGE SE MET AU VERT

La dépendance grandit entre le cuivre et les énergies vertes

Par la Rédaction

Les liens sont de plus en plus forts entre le cuivre et les énergies propres. « *Le métal rouge se met au vert* », souligne le rapport Cyclope 2017. Idéal pour éviter les pertes de courant, le cuivre est très présent dans les panneaux solaires, les éoliennes et leur raccordement au réseau, entre 100 kilos et quatre tonnes de cuivre par mégawatt. La voiture électrique contient aussi beaucoup de cuivre, au moins 80 kilos, entre la batterie, le câblage et le moteur, a calculé le premier producteur au monde de cuivre, BHP Billiton. Tous les groupes miniers veulent avoir de grands gisements de cuivre dans leur portefeuille. China Molybdenum a racheté Tenke Fungurume en RDC, Rio Tinto développe Oyu Tolgoi en Mongolie. Son P-DG estime que les énergies renouvelables « *demandent quatre et douze fois plus de cuivre que pour générer de l'électricité basée sur les traditionnelles énergies fossiles.* »

Des énergies renouvelables pour produire du cuivre

Mais pour produire ce cuivre, les mines auront aussi besoin de plus en plus d'énergie... renouvelable, estime Patrice Christmann, un des auteurs de Cyclope. « *Au Chili, ce cuivre vient du Nord du Chili, l'une des régions les plus sèches au monde, le désert d'Atacama. Et donc aujourd'hui déjà, une bonne partie de la production de cuivre se fait avec de l'eau de mer dessalée ! Cela peut causer des problèmes d'énergie et peut-être que l'avenir sera le développement de l'industrie solaire pour produire de l'énergie, qui elle-même servira à fabriquer du cuivre, qui servira à fabriquer des panneaux solaires et à les connecter au réseau, etc.* ». De même, Oz Mineral songe aux panneaux solaires pour éviter le black-out général que l'exploitant a connu sur une mine de cuivre australienne ■



Cote boursière
mai - juin 2017
par :



Devises/FCFA	Mai-17	Juin-17	Variation
USD - Dollar américain	584,58	574,80	-1,67 %
GBP - Livre britannique	750,82	745,97	-0,65 %
CAD - Dollar Canadien	434,18	443,66	2,18 %
CHF - Franc suisse	602,02	600,14	-0,31 %
ZAR - Rand sud-africain	44,51	43,96	-1,22 %
JPY - Yen japonais	5,27	5,13	-2,62 %
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	158,96	156,31	-1,67 %
CNY - Yuan	85,80	84,77	-1,21 %
MAD - Dirham marocain	60,12	59,75	-0,62 %

	Mai-17	Juin-17	Variation
Brent (USD / Baril)	50,31	47,92	-4,75 %
WTI (USD / Baril)	48,32	46,04	-4,72 %
Or (USD / once)	1 268,92	1 241,61	-2,15 %
CAC 40 (EUR)	5 283,63	5 120,68	-3,08 %
Euro stoxx 50 (EUR)	3 554,59	3 441,88	-3,17 %
DOW JONES (USD)	21 008,65	21 349,63	1,62 %

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	2,95%	new
Taux d'intérêt des prises en pension :	4,70%	new
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%	
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%	
Taux créditeur minimum :	2,4500%	



Vivez la
Life
by MAYENA

Libreville,
Pont de Guégué
07 04 89 89
04 72 00 01
www.lifebymayena.com



6 SPÉCIALITÉS • 1 RESTAURANT GASTRONOMIQUE • 6 BARS • 1 BAR LOUNGE •
1 DISCOTHÈQUE • 1 SALLE DES BANQUETS • 1 GLACIER • 7 UNIVERS DIFFÉRENTS DANS 1 LIFE



LA DURE REALITE DE L'OR NOIR

Pétrole, Gaz & Mines / Transports, Logistique & Tourisme

Le Groupe ERAMET-COMILOG, OILIBYA GABON, ADL, Servair Gabon et Radisson Blu Okoumé Palace & Park Inn by Radisson, sont nos importants partenaires représentatifs des dossiers que contient ce numéro 58. Un magazine en double portant sur deux grands dossiers des secteurs clés de l'économie gabonaise. Le Pétrole, le Gaz, les Mines, les Transports, le Tourisme et la Logistique.

Groupe Eramet-Comilog

La Comilog, deuxième producteur mondial de manganèse à haute teneur et détentrice de 15% du marché mondial, a pris le train de la diversification en se dotant en 2015, d'un Complexe Métallurgique à Moanda (C2M) qui produit du silico-manganèse et du manganèse métal. Le Complexe Métallurgique de Moanda est un maillon important de l'industrialisation du Gabon aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif. Il s'agit là d'une véritable transformation du minerai, par le biais de son usine de manganèse-métal (d'une capacité de 20.000 tonnes par an), et de silico-manganèse (d'une

capacité de 65.000 tonnes par an). Au regard d'une demande d'acier mondiale qui reprend lentement sa croissance et qui soutient à ce stade la demande et le niveau des prix du minerai de manganèse et des ferro alliages, M. Pietro AMICO, Représentant Général du Groupe ERAMET, a foi en l'avenir et demande de rester optimiste sur le caractère porteur du marché de l'acier et de l'automobile.

Oilibya Gabon

Son directeur général, M. Donald EMERANT, du secteur de la distribution des hydrocarbures, reste positif en affirmant que la crise ne bloque pas les activités de son entreprise. Et de renchérir : « *Nous avons pour ambition de construire une dizaine de stations sur l'ensemble du territoire d'ici 2020, donc une dizaine de milliards de francs CFA.* »

ADL Gabon

M. Daniel Lefebvre, le nouveau directeur général de ADL, gestionnaire de l'aéroport international et de toute la

logistique aéroportuaire de Libreville, reste aussi optimiste face à la crise économique actuelle bien que l'activité d'un aéroport international soit assez directement liée à l'économie du pays. C'est, dit-il, encore plus vrai pour le fret, car l'activité de transport de passagers est lissée par des facteurs qui ne sont pas directement liés à l'économie : tourisme, famille, ami, relationnel ... « La diversification économique du Gabon explique certainement pourquoi le trafic de Libreville se maintient mieux, malgré la crise mondiale des prix du pétrole, que dans d'autres pays immédiatement voisins », conclut-il.

Servair Gabon

Pour Servair Gabon, une des composantes au sol du transport aérien, sa logistique repose sur deux aspects bien coordonnés. Le premier aspect porte sur la gestion des flux d'informations c'est-à-dire des échanges des données informatisées entre ses clients, ses commandes, le lancement de sa production, la production, le chargement et la livraison à bord des avions. Quant au second, il s'agit de la logistique physique, notamment le schéma du plateau-repas, qui reprend la définition du plateau-repas, permettant

une visualisation de sa constitution par rapport à la commande, à la fabrication, la logistique des produits, des couverts, de la vaisselle et le plateau finalisé selon la quantité commandée par le client, chargé et servi à bord.

Radisson Blu Okoumé Palace & Park Inn by Radisson

Enfin, le nouveau directeur général du Radisson Blu Okoumé Palace & Park Inn by Radisson se place dans continuité de son prédécesseur, en se donnant comme objectif de développer leurs offres et leurs prestations, avec une priorité : mettre l'accent sur un service attentionné. Lequel, affirme-t-il, doit se traduire par une attitude « Yes I Can » qui est la philosophie du groupe. « Mon équipe et moi-même, ne ménagerons aucun effort pour répondre aux attentes de nos clients selon les standards internationaux dont disposent nos hôtels. Nous nous assurerons que ces derniers soient positionnés au même niveau que les hôtels de la même enseigne et autres marques du groupe implantés à travers le monde », rassure-t-il ■

INTERVIEW DE M. PIETRO AMICO, REPRÉSENTANT GÉNÉRAL DU GROUPE ERAMET

La croissance durable et rentable : une véritable préoccupation du groupe Eramet au Gabon

La Comilog en sa qualité de 2ème producteur mondial de manganèse à haute teneur et détentrice de 15% du marché mondial, s'est dotée en 2015 d'un Complexe Métallurgique à Moanda (C2M) qui produit du silico-manganèse et du manganèse métal. Ce complexe positionne très favorablement la Comilog en prévision de la croissance de la demande en acier du continent africain. M. Pietro AMICO, Représentant Général du Groupe ERAMET, nous a longuement entretenu de ce Complexe Métallurgique, de l'Ecole des Mines et de la Métallurgie (E3MG) et de la préservation de l'environnement, grâce à une gestion stricte des effluents solides, liquides et gazeux. Le montant très important des investissements s'élève à plus de 160 milliards de francs CFA.

Par AM Jobin et Dr Neltoh

ECONOMIE GABON+ : Le Complexe Métallurgique de Moanda inauguré en 2015, est à ce jour entré dans sa pleine phase de production. Quels enseignements pouvez-vous tirer de ce long parcours et de vos sacrifices pour monter ce complexe métallurgique?

M. Pietro AMICO, Représentant Général du Groupe ERAMET : Inauguré le 12 juin 2015, le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M) qui produit du silico-manganèse et du manganèse métal nous a permis d'élargir notre gamme de produits. Ce complexe nous positionne très favorablement en prévision de la croissance de la demande en acier du continent africain. Le complexe a également permis la création d'un peu plus de 432 emplois directs et autant en indirect, ainsi que la création de nouveaux métiers. Cet investissement a mis en évidence l'importance et le besoin continu de formation des opérateurs tout au long des phases de démarrage et de production.

Le Complexe Métallurgique de Moanda est un maillon important de l'industrialisation du Gabon aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif. Il s'agit là d'une véritable transformation du minerai, par le biais de son usine de manganèse-métal (d'une capacité de 20.000 tonnes par an), et de silico-manganèse (d'une capacité de 65.000 tonnes par an). Ainsi, cet investissement constitue un témoignage de l'engagement du groupe ERAMET-COMILOG au Gabon.

ECONOMIE GABON+ : Comment se traduit en chiffres le coût des investissements réalisés et pour quelle production annuelle à ce jour?

Cette réalisation se distingue par le montant très important des investissements qui s'élève à plus de 160 milliards de francs CFA. Nous devrions atteindre en fin d'année la production nominale.

ECONOMIE GABON+ : Pour que le positionnement de la COMILOG soit clair pour nos lecteurs, quelle est votre relation ou votre implication dans la nouvelle structure NGM, filiale de l'indienne Coalsale Group, à

Biniomi située à 15 km de Franceville ? Quel impact cette nouvelle société aura-t-elle sur vos activités et le marché international du manganèse et du ferromanganèse ?

La Comilog est une filiale du groupe français Eramet, et n'a aucun lien capitalistique avec NGM qui, comme vous le signalez, appartient à un groupe indien. L'arrivée de ce nouvel opérateur est une bonne chose pour le secteur minier gabonais ; NGM utilise d'ores et déjà le Transgabonais géré par notre filiale Setrag pour acheminer son manganèse au port d'Owendo.

Quant à nous, nous persévérons dans nos réflexions stratégiques relatives à la croissance rentable et durable de nos activités dans le pays.

Une école de professionnalisation pour des étudiants disposant déjà d'une formation théorique

ECONOMIE GABON+ : L'axe Moanda-Franceville deviendrait-il un cluster manganèse de rang mondial?

Effectivement si on considère le positionnement actuel de la Comilog en sa qualité de 2ème producteur mondial de manganèse à haute teneur et détentrice de 15% du marché mondial de cette même ressource, s'appuyant sur un gisement très compétitif, ainsi que l'arrivée de nouveaux opérateurs miniers, l'axe Maonda-Franceville et la province du Haut-Ogooué dans sa globalité sont en passe de devenir un pôle minier important. La logistique ferroviaire a fait de grands progrès ces derniers temps ; l'exécution du plan ambitieux de remise à niveau de la Setrag, en cours avec l'appui de bailleurs de fonds internationaux, va permettre à l'ensemble des producteurs de transporter leur minerai de manganèse vers Owendo. Comilog dispose à Owendo de ses propres installations de chargement de minéraliers ; quant aux autres mineurs, ils peuvent bénéficier du port minéralier construit récemment.

ECONOMIE GABON+ : Les métiers du groupe Comilog sont multiples. Et par conséquent vous avez implanté l'Ecole des mines et de métallurgie de Moanda (E3M), inaugurée en 2016. Combien d'étudiants sont à ce jour en formation dans cette école? Quels sont les métiers pour lesquels ils seront formés et en combien de temps? Et d'où vous viennent vos enseignants? A l'issue de cette formation, serez-vous en mesure de leur assurer un emploi?

La création de l'Ecole des mines et de la métallurgie de Moanda (E3MG) est le fruit d'un partenariat public-privé entre la République Gabonaise et COMILOG. Au regard des écoles traditionnelles, l'E3MG présente un caractère original : il s'agit d'une école de professionnalisation pour des étudiants qui disposent déjà d'une formation théorique. Pour cette année l'Ecole compte 29 étudiants (9 en Licence Professionnelle Prospection minière, 11 en Licence Professionnelle Mines-Métallurgie et 9 en diplôme d'Ingénieur de Spécialité Mines-Métallurgie).

Les étudiants en Licences sont là pour 12 mois dont 2 de stage. Les Ingénieurs (déjà titulaires d'un bac + 5) sont là pour 18 mois dont 4 de stage et sont destinés à être ingénieurs géologues d'exploitation, chefs d'exploitation minière ou ingénieurs minéralurgistes / métallurgistes. Les enseignants viennent essentiellement du milieu professionnel des secteurs minier ou métallurgique en collaboration avec des universités françaises réputées. En ce qui concerne l'avenir de nos étudiants, l'Ecole multiplie les contacts avec les entreprises sur ce sujet et les encourage aussi à rejoindre l'association ; c'est le secteur minier et industriel dans son ensemble qui détient in fine la clef de l'embauche de ces derniers.

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les destinations principales de vos multiples produits du Complexe Métallurgique de Moanda? Présentez-nous les différents compartiments des activités industrielles du CMM notamment les deux usines construites dans un même complexe?

Les produits du C2M sont principalement vendus en Europe, au Japon et aux USA. Ce complexe est constitué de deux usines, l'une pyrométallurgique qui produit, à partir de fours électriques, un alliage de silico-manganèse d'une teneur de 70% de manganèse. Et l'autre usine hydrométallurgique qui vise la production de 20.000 tonnes de Manganèse métal pur à 99,7%, obtenu suite à une extraction chimique et à une électrolyse. Elle comprend trois ateliers de transformation successive du minerai que sont la Calcination, la Lixiviation et l'Electrolyse. Ce nouveau produit, pour le groupe, a des applications en sidérurgie mais également avec des volumes moindres dans la métallurgie de l'aluminium, la fabrication des batteries et l'électronique.



Pietro AMICO, Représentant Général du Groupe ERAMET

Une reprise de la croissance de la demande mondiale d'acier au carbone portée par la Chine

ECONOMIE GABON+ : Pour mieux comprendre les enjeux de la transformation locale du minerai de manganèse, dites-nous les profits que le Gabon tire de l'implantation d'un complexe aussi gigantesque que celui du CMM ? Quels sont les usages et les applications des produits extraits du minerai de manganèse?

Avec le lancement de ce complexe, c'est l'illustration de la transformation locale voulue par le Président de la République Ali BONGO, Chef de l'Etat, dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). La mise sur pied de cette usine a créé 432 emplois directs, auxquels s'ajoutent les emplois indirects et induits, notamment liés à la sous-traitance. C'est donc aussi la création de nouveaux métiers, l'atteinte de nouveaux standards de qualité, sécurité et environnement et aussi pour l'ensemble des équipes concernées par l'appropriation dans le temps de nouveaux procédés et pratiques industrielles. C'est donc un défi de taille pour les équipes opérationnelles (production, maintenance,) ainsi que les sous-traitants amenés à supporter ces nouvelles opérations et aussi les gestionnaires de la logistique d'approvisionnement, pour n'en citer que quelques uns.

ECONOMIE GABON+ : Le marché de l'acier semble saturé. Est-ce à dire que vous allez exporter moins qu'en 2013 ? Quel bilan faites-vous de l'année 2015-2016 et quelles sont les perspectives 2017-2020 en termes de production et de chiffre d'affaires ? Combien de temps faudrait-il pour un retour d'investissement sur ce géant industriel du Gabon ?

Je voudrais tout d'abord rappeler que le principal débouché du manganèse est celui de l'acier au carbone, utilisé principalement dans le secteur de la construction. Nous avons bénéficié précédemment d'une forte croissance de la demande mondiale d'acier au carbone portée par la Chine, qui a connu un ralentissement sérieux ces dernières années. A ce jour, la demande d'acier mondiale reprend lentement sa croissance, ce qui soutient à ce stade la demande et le niveau des prix du minerai de manganèse et des ferro alliages. D'autres marchés applicatifs demeurent en croissance comme celui de l'automobile. On peut donc rester raisonnablement optimiste sur le caractère porteur du marché de l'acier.

En ce qui est des résultats, nous avons enregistré en 2016 une production de minerai de 3.4 millions de tonnes suite à notre décision de réduire la production face à des conditions de marché défavorables, contre 3.8 millions de tonnes en 2015. Pour 2017 nous devrions nous rapprocher des réalisations 2015.

La concertation privilégiée

ECONOMIE GABON+ : Quel peut être l'impact sur l'environnement des déchets rejetés par les deux usines qui utilisent beaucoup d'eau pour ses activités de transformation ? La dépollution de la rivière Moulili est-elle à ce jour effective ?

Le Complexe Métallurgique de Moanda répond pleinement aux meilleurs standards gabonais et internationaux en matière de préservation de l'environnement, grâce à une gestion stricte des effluents solides, liquides et gazeux. En ce qui concerne la Moulili, les travaux de réhabilitation sont en cours, 11 millions de tonnes ont d'ores et déjà été récupérées et recyclées. Ce programme va se poursuivre dans les prochaines années.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les enjeux de la RSE pour une compagnie minière comme Comilog ? Et pour la région dans laquelle la compagnie exploite des gisements de manganèse ?

La contribution RSE de Comilog est significative et multiforme au niveau de Moanda depuis de nombreuses années à travers des actions menées au niveau de l'éducation avec un réseau d'établissements allant de la maternelle au supérieur, de la santé avec l'hôpital Marcel Abéké, des infrastructures sportives, de la gestion des cités ainsi que l'aménagement et la réhabilitation de voiries pour ne citer que les principales.

Le développement durable est une préoccupation du groupe Eramet au Gabon ainsi que dans tous les pays où il est représenté. L'implication de notre groupe dans l'Ecole des Mines et de la Métallurgie de Moanda, E3MG, est une nouvelle étape franchie dans le développement du capital humain pour les secteurs minier et métallurgiste. Des réflexions nouvelles, telles qu'un incubateur pour jeunes entrepreneurs et un cluster de sous-traitants sont en cours pour soutenir, avec les pouvoirs publics, le développement et la professionnalisation dans la région de Moanda. Notre souci permanent est de concilier l'ensemble des attentes (des parties prenantes locales, des pouvoirs publics et de l'entreprise en matière de croissance rentable et durable) ; nous privilégions, dans cet esprit, la concertation ■



ECOLE DES MINES ET DE LA MÉTALLURGIE DE MOANDA



986 Moanda (Gabon) (+241) 04 67 00 77
info@e3mg.ga www.e3mg.ga

ENTRETIEN AVEC M. DONALD EMERANT, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'OILIBYA GABON

« Au Gabon, j'ai trouvé une équipe soudée et compétente... »

M. Donald EMERANT est le nouveau directeur général d'OILIBYA GABON. Le Groupe OILIBYA a été créé à l'époque avec des fonds souverains libyens, et à ce jour il possède plus d'un millier de stations dans 18 pays d'Afrique dont 20 stations sur le territoire gabonais. En sus, quatre (4) autres stations ont été ouvertes par des entrepreneurs/gestionnaires gabonais. La masse salariale au Gabon est estimée à environ 1.8 milliard/an pour 80 personnes dont un seul expatrié, le directeur général. Le débit moyen par station est d'environ 400 véhicules/jour soit environ 10.000 litres servis. OILIBYA a plus 18% de parts de marché du réseau avec 24 stations. Il est enfin envisagé la construction d'une dizaine de stations sur l'ensemble du territoire d'ici 2020.

Par AM Jobin et Dr Nelto



Donald EMERANT, Directeur Général OILIBYA Gabon

ECONOMIE GABON+ : M. Donald EMERANT, vous avez pris vos fonctions il y a quelques mois. Acceptez-vous de vous présenter à nos lecteurs ? Quel est votre parcours ?

M. Donald EMERANT, directeur général d'OILIBYA GABON : J'ai été nommé par le groupe LYBIA OIL GABON, distributeur des produits OILIBYA, le 19 janvier 2017. J'ai 20 ans d'expérience dont 18 dans le secteur pétrolier. Je suis entré au service de CHEVRON TEXACO en 1999 en Haïti d'où je suis originaire. J'ai gravi les échelons grâce à mes

études d'ingénieur industriel et aussi de marketing. Je suis passé de responsable du territoire, du marketing, des opérations. J'ai été invité à rejoindre le siège en Floride pendant 1 an puis je suis revenu en Haïti pour assurer le poste de directeur commercial.

De 2006 à 2012 j'ai occupé les fonctions de Directeur général d'abord au Congo Brazza et ensuite au Bénin toujours pour cette même compagnie dont les opérations ont été rachetées par un consortium nigérian au Bénin et dans d'autres pays d'Afrique Centrale et d'Afrique de L'Ouest. J'ai été recruté par le groupe LYBIA OIL en 2016 pour prendre la direction de Libya Oil Gabon. Je suis enchanté

de revenir en Afrique car c'était en toute sincérité mon souhait.

ECONOMIE GABON+ : Au regard de vos expériences, la gestion d'une grande maison comme OILIBYA GABON vous paraît-elle particulière ?

J'ai le privilège de connaître et d'avoir travaillé dans une quarantaine de pays. A chaque pays sa particularité. En conséquence j'ai toujours refusé de comparer ou de me fier à des références. J'ai pour principe d'observer et de m'adapter, à la culture, à la vision du business et de l'environnement. Par contre, s'il est vrai que chaque compagnie est particulière, les grands principes de management restent les mêmes. Au Gabon, j'ai trouvé une équipe soudée et compétente sur laquelle je peux m'appuyer ; ce que je fais d'ailleurs, car je favorise toujours le travail d'équipe qui donne un rendement beaucoup plus efficace, efficient et fiable que le travail individuel. Je m'aligne également sur la stratégie du groupe, seul référentiel commun. Finalement, j'observe les particularités en place, puis fixe des objectifs sans occulter les conséquences d'une période de crise. Comme vous pouvez le constater, OILIBYA Gabon a fait une véritable mue dans ses installations aussi bien à Libreville qu'à Mouila.

ECONOMIE GABON+ : Quel est le nouveau visage d'OILIBYA Gabon ?

Le groupe a traversé une phase compliquée puisqu'il fut créé à l'époque avec des fonds souverains libyens et cela s'est traduit par une influence politicienne. Après toutes ces mutations, la volonté et la détermination du groupe fut de se tourner exclusivement vers un développement économique indépendant. Cela se traduit par le développement du réseau des stations sur le continent et plus particulièrement au Gabon.

ECONOMIE GABON+ : OILIBYA, c'est combien de stations à ce jour au Gabon ? Quelle est le coefficient de fréquenta- tion/jour ? Quelle masse salariale ?

A ce jour, nous avons 20 stations sur le territoire qui appartiennent au groupe + 4 stations qui ont été ouvertes par des entrepreneurs/gestionnaires gabonais. En effet, OILIBYA offre l'opportunité aux personnes intéressées de devenir des franchisés. Les conditions à remplir sont définies par les procédures du Groupe LIBYA OIL : respect du règlement, des procédures, etc.

La masse salariale au Gabon est estimée à environ 1.8 milliard/an pour 80 personnes dont je suis le seul expatrié. Le débit moyen par station est d'environ 400 véhicules/jour / station à qui environ 10.000 litres

sont desservis par station. Ces chiffres vous dévoilent pourquoi OILIBYA est une marque efficiente. OILIBYA détient 18% de part de marché du réseau avec 24 stations. Il faut noter que le groupe a racheté il y a 11 ans EXXONMOBIL. Nous avons gardé le personnel qui confère ainsi à OILIBYA, une culture d'entreprise indéniable. Nous continuons à représenter exclusivement les lubrifiants d'EXXONMOBIL au Gabon et dans au moins une trentaine de pays africains.

Anticipation sur les effets de la crise pétrolière par la diversification

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les grandes lignes de vos activités en 2015/2016 et les résultats satisfaisants qui ont fait la fierté de la compagnie et marqué les annales ?

Les années que vous citez sont les années les plus affectées par la crise. La Compagnie avait anticipé ces difficultés et avait pris des accords avec les banques. La force du groupe est de savoir diversifier ses activités plutôt que de se concentrer sur les seuls carburants. A court terme, nous avons pour ambition et objectif de créer des lieux de vie dans nos

principales stations en créant des fast food, des aires de jeux pour palier une partie du manque à gagner.

ECONOMIE GABON+ : En octobre 2015, OILIBYA a mis sur le marché une nouvelle gamme de lubrifiant : ACCEL & DeoMAX. Avez-vous obtenu le succès escompté ?

Ce fut une grande première pour OILIBYA de commercialiser des produits sous une autre identité. Ce nouveau packaging nous a aidés à nous faire connaître d'un public différent et cette gamme nous a apporté une clientèle supplémentaire. Nous estimons cette augmentation à 20/30% de fréquentation. La qualité et la haute technologie de ces produits sont à présent reconnues par les utilisateurs ce qui nous permet de fidéliser notre clientèle. D'autre part, une formation quasi permanente est dispensée à notre personnel par nos ingénieurs du groupe. Cela permet de conseiller nos clients utilisateurs. Au regard du succès enregistré, nous sommes en cours de négociation avec un distributeur de la place pour que nos produits soient mis à la vente en rayon des grandes surfaces.

Les cuves d'entreposage des produits pétroliers sont équipées de double paroi

ECONOMIE GABON+ : Combien avez-vous de terminaux de stockage au Gabon ? Où sont-ils situés ? Quelle quantité au total ?

La SGEPP (Société Gabonaise d'Entreposage des produits pétroliers) est un consortium dont nous faisons partie. Ils ont en charge 2 sites (Libreville et Moanda) dans lesquels nous entreposons nos produits. Par contre, nous sommes seuls actionnaires des dépôts de Ndjolé et de Port-Gentil.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les principaux risques environnemen- taux liés au stockage des produits pétroliers ? Par quels protocoles peut-on prévenir ces risques et limiter l'impact envi- ronnemental du stock- age de ces produits? Comment traitez-vous vos déchets d'huile des moteurs et autres ? Re- cyclez-vous les bidons plastiques ?

OILIBYA est un groupe très engagé dans la préservation de l'environnement. Nous adoptons des procédures qui nous permettent de faire face à ces problématiques. Par exemple,

les cuves d'entreposage des produits pétroliers sont équipées de double paroi ce qui évite tout versement intempestif en sous-sol puisque nous avons un système automatique de détecteurs de fuites qui nous permet d'intervenir en amont.

Nous vivons dans l'anticipation permanente. Une tuyauterie qui est donnée pour une durée de vie de 30 années est changée après 25 années d'utilisation, etc. Toutes les technologies que nous utilisons à cet effet sont de dernière génération et nous permettent de nous situer parmi les meilleurs. Concernant les huiles usagées, nous passons des contrats avec des sociétés spécialisées, agréées professionnelles, qui les conditionnent avant de les détruire selon les procédures internationales approuvées par le Gabon. Après quoi un certificat nous est délivré pour justifier à tout moment du respect des normes à suivre.

ECONOMIE GABON+ : Quel est le niveau de votre engagement au Gabon où vous opérez et le volume de votre porte- feuille d'investissement pour l'année 2017-2018?

La crise ne nous bloque pas. Nous avons pour ambition de construire une dizaine de stations sur l'ensemble du territoire d'ici 2020, donc une dizaine de milliards de francs CFA ■

O'Lib



7 Contrôles gratuits

Vidange et changement du filtre à huile
Contrôles des essuie-glaces et nettoyage des vitres
Contrôle liquide de direction assistée
Contrôle liquide lave-glace
Contrôle liquide de batterie
Contrôle d'huile de frein
Contrôle du liquide de refroidissement



«C'est un plaisir de vous servir avec passion»



INTERVIEWS DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX JEAN MICHEL RATRON ET DANIEL LEFEBVRE D'ADL GABON

L'aéroport de Libreville a la capacité d'accueillir le double du trafic actuel

ADL a signé il y a 30 ans le contrat qui la lie à l'Etat gabonais. Sa mission est de gérer et de coordonner le fonctionnement de l'aéroport de Libreville. ADL est constitué de différents actionnaires dont l'Etat gabonais qui s'appuie sur un partenariat technique de référence qui appartient au groupe EGIS. Ce groupe gère 17 aéroports à l'international dont 5 en Afrique : Libreville, Abidjan et 3 aéroports au Congo. ADL c'est 150 salariés, 11 milliards de chiffres d'affaires développés. Jean Michel Ratron en fut le Directeur Général pendant 3 ans. Il part au Congo. Il passe le flambeau à Daniel Lefebvre qui arrive des Caraïbes où il a travaillé à l'aéroport de St Martin pour développer l'aviation business, l'aviation d'affaires. Précédemment, il est resté 6 ans à Mayotte, chargé notamment de la construction et de la gestion d'un nouveau terminal. C'était un souhait d'atterrir en terre africaine, il se réjouit donc de ce nouveau poste.

Par AM Jobin et Dr Nelto



Le nouveau directeur général de ADL

ECONOMIE GABON+ : M Jean-Michel Ratron, quels ont été les points forts de votre mission et quels sont les dossiers qui attendent votre successeur ?

M Jean-Michel Ratron, directeur général sortant de l'ADL : Pendant ces trois années, ADL a poursuivi son développement, notamment avec le lancement de nouvelles dessertes et l'arrivée de nouvelles compagnies aériennes. Nous avons également ouvert de nouveaux commerces et repensé entièrement l'offre du Salon VIP, que nous avons agrandi et modernisé. Nous sommes très fiers d'avoir accueilli dans d'excellentes conditions les acteurs et partenaires de la CAN 2017 et participons activement à la réception des nombreux congrès et manifestations économiques au Gabon.

Bien entendu, nous avons poursuivi nos investissements consacrés à la sécurité et à la sûreté des installations aéronautiques, notamment à l'entretien de la piste. La maintenance des installations aéronautiques, que nous assurons depuis 30 ans, est particulièrement importante dans le cadre du processus de certification OACI de l'aéroport (l'OACI est l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale). Cette initiative, née de la volonté de l'Etat gabonais, est pilotée par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile. Huit autres aéroports internationaux en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest sont engagés dans une démarche identique.

LA 1^{ère} DÉCOUVERTE D'UN PAYS POUR UN VOYAGEUR PASSE D'ABORD PAR L'AÉROPORT

ECONOMIE GABON+ : Combien de compagnies aériennes transitent par l'aéroport de Libreville ?

Une vingtaine de compagnies aériennes, internationales et domestiques, desservent l'Aéroport International de Libreville, ce qui représente quelque 900.000 passagers/an. Par ailleurs, environ 15.000 tonnes de fret transitent chaque année par Libreville, que ce soit à bord d'avions cargo ou dans les soutes des avions de ligne. En termes aéronautiques, il faut savoir que l'aéroport de Libreville a la capacité d'accueillir le double du trafic actuel, sous réserve bien entendu d'aménagements, de modernisation et d'extension du terminal passagers et des zones de stationnement pour les automobilistes

ECONOMIE GABON+ : A Libreville, il y a 6 mois, vous avez inauguré un nouveau salon VIP. Etes-vous satisfait des retours ?

Les retours sont excellents et nous sommes très satisfaits de la gestion de ce nouvel espace, parce qu'il offre maintenant un niveau de service que nous ne pouvions plus assurer dans la configuration antérieure. Ce nouveau salon répond aux standards internationaux, avec un service de restauration et de boisson de grande

qualité, un espace de travail, une ambiance reposante et une décoration à la fois moderne et ethnique. La fréquentation est en croissance, ce qui prouve l'intérêt des passagers. Ce n'est pas le salon d'une compagnie, c'est un espace conçu et géré par ADL, ouvert à tous les passagers moyennant un droit d'entrée vendu dans l'enceinte de l'aéroport ou offert par les compagnies aériennes ou par les sociétés qui s'en acquittent. Je tiens à souligner qu'il est rare pour un aéroport de cette dimension d'être en mesure de proposer à ses passagers 3 salons : un salon domestique, un salon business et un salon VIP.

ECONOMIE GABON+ : Le problème le plus évoqué est la capacité du parking. Est-il de votre ressort de travailler sur le sujet ? Comptez-vous aussi faciliter l'accessibilité ? Disposez-vous du terrain nécessaire à cet agrandissement ?

« L'aéroport de Libreville fonctionne avec ses fonds propres et ne nécessite pas d'aide financière étatique »

Le fait que nous soyons situés en ville nous amène, faute de terrain disponible, à penser la décongestion du parking automobile à travers la construction d'un parking à étage. Nous sommes en pourparlers avec le gouvernement gabonais pour engager des investissements qui visent à rénover et à moderniser l'ensemble de la partie « publique » de l'aéroport, c'est-à-dire le terminal passagers et le parking auto.

ECONOMIE GABON+ : La logistique est l'art de gérer les flux au meilleur coût. Non seulement les flux de produits, mais aussi les flux d'information associés aux flux physiques, depuis le fournisseur initial jusqu'au client final. Au regard des nouvelles compagnies telles que Air Algérie, Air Congo..., comment répondez-vous à ces demandes croissantes sans modifier les infrastructures existantes ?

De nombreuses compagnies aériennes internationales, d'Afrique, d'Europe ou encore du Golfe, s'intéressent à la desserte de Libreville. Les infrastructures aéronautiques de l'Aéroport de Libreville peuvent accepter une augmentation significative du trafic et, pour accueillir ces nouvelles compagnies en attendant la construction d'un nouvel aéroport, nous devons nous concentrer sur

SPA YACINE QUEENIE
Centre de Bien-être à l'Oranger
LIBREVILLE

Un véritable havre de paix au cœur de la ville

LIBREVILLE (GABON) / HAUT DE GUÉ-GUÉ / QUARTIER KALIKAK.
Accueil : (+241) 06 00 11 25 - 01 44 51 45 - 03 00 73 33 - 05 30 76 96
E-mail : contact@spa-yacine.com / www.spa-yacine.com

la modernisation et l'extension de capacité du terminal passager. C'est l'objet des discussions que nous conduisons avec l'Etat gabonais pour préparer les années à venir et anticiper l'arrivée de ces nouvelles compagnies.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est l'étendue de votre champ d'action dans la chaîne logistique comparée aux autres grands aéroports de la zone CEMAC ou CEEAC ? Quels sont vos différents partenaires ?

La fonction d'ADL est de gérer l'aéroport. C'est-à-dire informer et accueillir le public, entretenir les installations, qu'elles soient aéronautiques ou commerciales, dans le respect des normes internationales, gérer l'exploitation aéroportuaire quotidienne, ou encore coordonner les différents métiers et acteurs qui travaillent autour et dans l'aéroport. De nombreux corps de métiers sont concernés et aussi d'importantes institutions comme l'Aviation Civile, l'ASECNA, tous les services régaliens de l'Etat tels que la police, la gendarmerie, les armées, la douane, la Haute Autorité de la sûreté, l'ensemble des compagnies aériennes, la société en charge de l'assistance technique des avions, et tous les services connexes comme les loueurs de voitures, les commerces (restaurant, téléphonie, guichet bancaire, librairie...).

ECONOMIE GABON+ : Quel est le niveau de la compétitivité de l'Aéroport de Libreville par rapport à ceux de la région de l'Afrique centrale ?

L'Aéroport International de Libreville est un des aéroports les plus compétitifs d'Afrique pour ce qui concerne les redevances payées par les compagnies aériennes ou les passagers.



De gauche à droite : Daniel Lefebvre, nouveau Directeur Général de l'ADL et Jean Michel Ratron son prédécesseur

C'est par ailleurs un aéroport de centre-ville, ce qui facilite son accès (au départ) et l'accès de la capitale du Gabon (pour les passagers qui arrivent). Cette compétitivité est une volonté de toujours de l'Etat gabonais et a toujours été soutenue par ADL, dans le but de favoriser l'attractivité du pays.

Economie Gabon+ : Le Gabon a pris le train de la diversification de son économie. Quel est l'impact sur la logistique aéroportuaire ? Est-ce significatif ?

L'activité d'un aéroport international est assez directement liée à l'économie du pays. C'est encore plus vrai pour le fret, car l'activité de transport de passagers est lissée par des facteurs qui ne sont pas directement liés à l'économie : tourisme, famille, ami, relationnel... La diversification économique du Gabon explique certainement pourquoi le trafic de Libreville se maintient mieux, malgré la crise mondiale des prix du pétrole, que dans d'autres pays immédiatement voisins.

«ADL n'est pas le chef mais le chef d'orchestre»

Economie Gabon+ : L'Aéroport International de Libreville est aujourd'hui rattrapé par l'expansion urbaine. Son positionnement géographique présente un intérêt évident pour les voyageurs mais quel est l'impact sur les riverains ?

Le secteur de l'aviation a évolué rapidement ces dernières années, et on voit aujourd'hui des avions très sensiblement plus silencieux qu'auparavant. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles le trafic de l'Aéroport International de Libreville s'insère plutôt bien dans son environnement urbain.

UN SERVICE SPÉCIAL DE LA SÉCURITÉ, LA SURETÉ, L'HYGIÈNE, L'ENVIRONNEMENT ET DE LA QUALITÉ

ECONOMIE GABON+ : L'Aéroport International de Libreville est l'un des trois aéroports d'Afrique à avoir été certifiés au niveau 2 sur 4 de « Airport Carbon Accreditation » (ACA). ACA est un programme de certification carbone piloté par l'organisation qui regroupe l'ensemble des aéroports du monde. Quels sont les enjeux et quelle est votre politique de la QSE, de la RSE ? Comment menez-vous vos activités de la protection de l'environnement dans vos différents champs d'activités ?

Cette initiative, menée par le Conseil International des Aéroports, vise à certifier les aéroports membres et à atteindre le niveau de neutralité carbone qui consiste à ne pas générer d'émissions carbone supplémentaires. Nous sommes fiers de l'obtention de cette certification parce qu'elle est le résultat d'une très étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires acteurs de l'aéroport.

Afin d'accompagner sa politique environnementale, ADL a créé un service dédié il y a 3 ans, qui regroupe la sécurité, la sûreté, l'hygiène, l'environnement et la qualité. Par exemple, nous avons mis en place un service de collecte des déchets aéronautiques, nous avons travaillé sur la qualité des éclairages, de la climatisation, etc., autant d'actions qui tendent à une meilleure gestion des paramètres pour avancer vers un environnement plus favorable ■

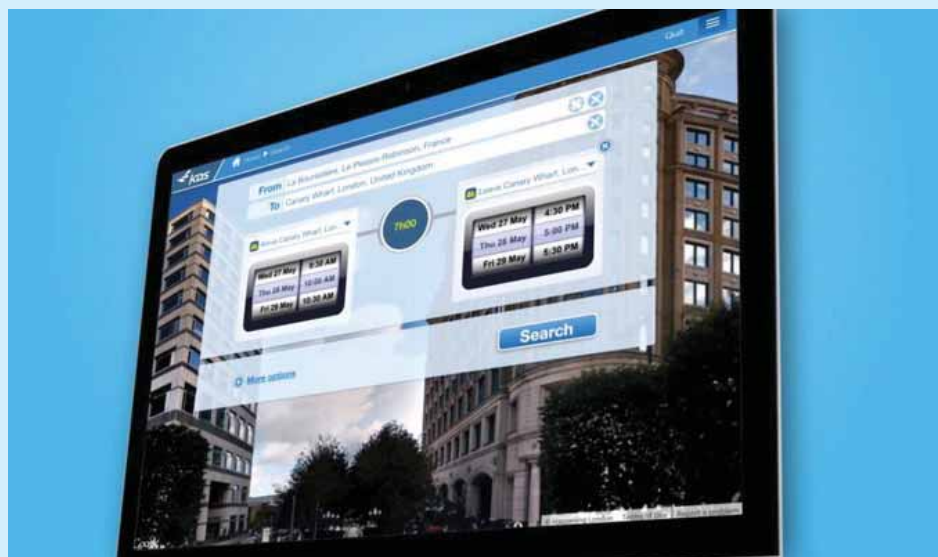
Réservation : KDS Neo se pare de nouvelles fonctionnalités

L'outil de réservation KDS Neo se dote de nouvelles fonctionnalités, disponibles déjà dès le 8 juillet dernier. Objectifs : gagner en flexibilité et en efficacité, tout en améliorant le pilotage de la politique voyages.

Par AM Jobin et Dr Neltoh

Relativement discret depuis son acquisition par American Express GBT, KDS revient sur le devant de la scène. Le spécialiste des technologies business travel dote son outil de réservation KDS Neo de nouvelles fonctionnalités. Ces dernières sont disponibles depuis le 8 juillet, et ciblent à la fois le voyageur d'affaires et l'entreprise. Outre l'extension de l'éventail des fournisseurs – une véritable course de fond pour ces acteurs – qui ajoute compagnie de taxis londoniens Addison Lee, KDS met l'accent sur l'intuitif et le flexible.

Par exemple, la duplication de voyages permettra aux voyageurs



et aux assistants voyage de gagner du temps sur les trajets récurrents. Un collaborateur qui connaît par cœur le trajet Paris-Tel Aviv pourra d'un seul clic dupliquer un voyage déjà effectué pour de nouvelles dates, en appliquant

les mêmes paramètres (classe, hôtel, etc.). De même un assistant voyage qui réserve pour le compte de différents salariés sur un même trajet peut dupliquer le déplacement pour tous les voyageurs concernés.

PLUS DE CHOIX, DE SOUPLESSE ET DE PERSONNALISATION

Par ailleurs, KDS Neo gagne en flexibilité en permettant au voyageur

d'associer différents fournisseurs sur un même trajet. Concrètement, il sera désormais plus simple d'effectuer les vols aller et retour sur deux compagnies ou deux classes différentes. Voire de combiner deux modes de transport pour rallier Bordeaux avec la nouvelle LGV, puis de revenir en avion avec la Navette Air France, par exemple.

L'entreprise bénéficie aussi directement de cette nouvelle mise à jour. En effet, KDS Neo tend à améliorer la gestion des fournisseurs et de la politique voyages. Avec la « priorité de sélection », l'outil de réservation met en avant les établissements garantissant des tarifs préférentiels en fonction du volume de voyages. Les collaborateurs sont donc incités à privilégier les hôtels concernés, et par la même occasion à faciliter le pilotage de la

politique d'achats. Dans le cas où l'utilisateur opte malgré tout pour un autre établissement, il devra justifier son choix auprès de son responsable pour validation.

« Les voyageurs d'affaires et les assistant(e)s sont habitués à utiliser des solutions intuitives, ergonomiques et simples d'utilisation dans leur quotidien », rappelle Sébastien Parent, Directeur des Avant-Ventes de KDS. « Aujourd'hui, ils veulent également bénéficier de plus de choix, de souplesse et de personnalisation dans leur vie professionnelle. Nous avons relevé ce défi avec la nouvelle mise à jour de Neo qui, tout au long du processus de réservation, optimise l'expérience utilisateur », assure-t-il ■

Source : Voyages d'Affaires

ENTRETIEN AVEC LE RESPONSABLE DES OPÉRATIONS DE SERVAIR GABON

«Notre plus belle réussite, la reconnaissance et la confiance de nos clients aériens»

Rien de plus naturel pour un passager d'un vol aérien, que de se restaurer paisiblement assis sur son siège, à 10.000 pieds d'altitude, de déguster son plateau-repas de Servair Gabon. Mais avant d'atterrir sur sa tablette, le plateau-repas a fait l'objet d'une vérification à chaque étape de la production pour une élaboration rigoureuse, soignée et contrôlée tout en maîtrisant la traçabilité. Découvrons avec M. Léopold EDZANG toute la logistique autour des différentes étapes de fabrication d'un plateau-repas.

Par Dr Nelto

ECONOMIE GABON+ : La logistique est en fait, l'art de gérer les flux au meilleur coût. Quelle est l'étendue de votre chaîne logistique ? Quels sont vos différents intervenants ?

Léopold EDZANG, Responsable des Opérations de Servair Gabon :

La logistique pour Servair Gabon repose sur deux aspects bien coordonnés. Le premier aspect porte sur la gestion des flux d'informations, c'est-à-dire des échanges des données informatisées entre nos clients, nos commandes, notre lancement de la production, la production, le chargement et la livraison à bord des avions. Ce sont des informations qui s'échangent entre le client en interne et de nouveau vers le client.

Quant au second, il s'agit de la logistique physique, notamment le schéma du plateau-repas, mode d'emploi qui reprend la définition du plateau-repas, et permet une visualisation de sa constitution par rapport à la commande, à la fabrication, la logistique des produits, des couverts, de la vaisselle et le plateau finalisé selon la quantité commandée par le client, chargé et servi à bord. Au retour de l'avion, nous procédons au déchargement des couverts et de la vaisselle à destination de l'unité de traitement, du nettoyage et de leur réutilisation.

Ce schéma est peut-être compliqué mais tout est plutôt question d'organisation et d'information. Le principe est que le client est en réalité, le donneur d'ordre sur le cahier de charges et nous devons de respecter ce cahier de charges. Nous avons, nous-mêmes, notre propre logistique en amont pour pouvoir identifier en fonction des cycles du client, les produits afin de préparer les commandes en local ou d'en importer. Cette procédure nous permet de consolider et d'être juste à temps à la production. C'est dire que nous sommes au cœur de la logistique. Mieux, nous avons un cœur de métier qui est la production alimentaire mais qui s'inscrit dans le cadre d'un processus des commandes et livraisons.

ECONOMIE GABON+ : Une telle logistique exige bien évidemment un personnel qualifié et rompu à la tâche. Quelle est la professionnalisation de votre personnel ?

Notre personnel est dédié à chaque domaine d'activité tel que l'approvisionnement, les achats, le conditionnement et le stockage en chambre froide etc. Nous avons le magasinier à réception des matériels et matières premières, le responsable des achats qui valide ses besoins auprès du chef de production qui, lui, émet un besoin prévisionnel auprès des fournisseurs locaux ou internationaux. Tous les clients changent de cycle régulièrement et par conséquent, nous devons établir un ordonnancement qui nous permet d'établir une commande optimisée des produits. C'est une multitude de références avec une dizaine de fournisseurs que l'on regroupe selon les commandes des produits surgelés ou secs de l'Afrique du Sud au Havre. C'est ce que nous appelons la consolidation d'un conteneur.

En amont, le magasinier, le logisticien, le responsable des achats. En aval, nous disposons de toute une équipe de programmation en ligne, de responsable des services, qui gère son effectif par rapport à la programmation des compagnies (Air France, RAM, ASKY...) en adaptant les horaires des vols aux équipes afin d'être juste à temps pour le décollage des avions. Ce sont des gens spécialisés et non seulement des conducteurs des poids lourds. Ils connaissent bien le milieu aéroportuaire et les règles de circulation propres à l'aéroport. Il faut savoir que chaque milieu a ses impératifs et autant pour le milieu aéroportuaire du point de vue de sécurité, sécurité de circulation, d'intervention par rapport aux moyens mis à disposition.

Nous disposons de camions dotés des caractéristiques particulières qui permettent une élévation des charges sur 6 mètres de hauteur. C'est une opération très délicate dans des conditions d'intervention de nuit comme de jour et lors des intempéries. Pour ce genre de travail, nous utilisons des personnes ressources bien formées en sécurité et sûreté puisque nous sommes dans un milieu aéroportuaire. En effet, le chargement à bord de nos plateaux-repas, fait de nous un vecteur potentiel en matière de sûreté. Ces professionnels de la sécurité et de la sûreté sont formés en initial, évalués tous les ans, recyclés et sensibilisés régulièrement. C'est la partie pratique de l'encadrement. Au-delà, ils ont un superviseur qui est en fait le chef d'orchestre qui détient les programmes des vols et dispose des moyens en véhicules poids lourds élévateurs et véhicules légers d'accompagnement, des ressources humaines qu'il dispatche en fonction des horaires réels d'arrivée des avions.



Leopold EDZANG ABESSOLO,
Responsable des opérations Servair Gabon

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA SÛRETÉ GAGES DU SUCCÈS DE SERVAIR GABON

ECONOMIE GABON+ : La culture de sécurité et de sûreté est un gage important pour vos opérations de livraison et de chargement des avions. Quelles sont les mesures prises pour assurer la sûreté et le

contrôle dans le cadre de vos activités en milieu aéroportuaire ?

C'est un ensemble de mesures mises en place pour assurer la sûreté dans le cadre de nos activités aéroportuaires. N'entre pas qui veut dans le secteur aéroportuaire et principalement dans nos installations. Nous assurons la sûreté via un ensemble de mesures effectives tout au long de la chaîne de nos activités en commençant par l'accueil où l'on effectue l'identification, le contrôle et l'accompagnement de tout visiteur. Au niveau de l'aéroport, il y a aussi un ensemble de mesures prises pour la sécurité et la sûreté des travailleurs et des voyageurs.

S'agissant de la sûreté de l'introduction des produits, l'ensemble de nos livraisons sont réceptionnés par des magasiniers qui font des opérations de sondage, de vérification de la qualité et de la quantité des produits. Ces produits sont d'abord identifiés et stockés en chambres froides. A la fin de la chaîne, nous procédons à un groupage pour le vol et en dernier, un ultime contrôle par les agents habilités à cette tâche et une stérilisation de l'ensemble du groupage

SERVAIR
GABON

Aussi chez vous pour
un vrai service
aux particuliers



Aéroport Léon MBA - B.P.: 20303 Libreville (GABON) - Tél : (241) 01 73 69 51
email : dep.exploitation@servairgabon.com - www.servair-gabon.com

et des camions avant leur acheminement à l'avion en présence constante d'un représentant de la compagnie.

LE PASSAGER DE DERNIÈRE MINUTE EST TOUJOURS LE BIENVENU

ECONOMIE GABON+ : Quel est l'impact des TIC dans vos activités ?

Ce ne sont que des échanges qui nous permettent d'accéder aux prévisions de remplissage des compagnies notamment d'Air France. En effet, les compagnies aériennes nous transmettent des informations au préalable sur leur vol afin de nous permettre de procéder à la fabrication des plateaux-repas. Ce qu'il faut savoir, c'est que SERVAIR GABON n'est pas payé sur ce qu'il fabrique et livre, mais par rapport au nombre des passagers à bord de l'avion. Un passager équivaut à un plateau-repas et l'ensemble des plateaux-repas correspond à un cahier de charges qui prend en compte la sécurité alimentaire, la qualité, le goût, la sûreté et le prix. Nous avons des échanges tout au long de la chaîne entrecoupés des points de contrôle et en dernier lieu, le contact humain par téléphone entre le chef des services et le chef d'orchestre. Dans le cadre de nos activités, il y a des modalités de contrat ou clause de contrat qui prévoit des ajustements pour le passager de dernière minute qui est toujours le bienvenu pour la compagnie aérienne et également pour Servair Gabon.

ECONOMIE GABON+ : La logistique est au cœur de votre métier mais la logistique ne peut être performante que via un personnel qualifié et une formation continue de ce même personnel. Quelle est votre politique de formation ?

Nous avons parlé dès le départ des conducteurs et du superviseur qui ont une connaissance du milieu aéroportuaire. Nous parlons des gens formés du secteur du transport (conducteurs) à celui de l'informatique, en passant par la relation commerciale et la fabrication des plateaux-repas. Dans le cadre d'une dynamique continue, nous avons notamment lancé une formation à travers un cabinet extérieur et en même temps, nous ferons en septembre prochain, un recyclage de rafraîchissement des connaissances et à continuation, nous franchirons les étapes supérieures.

Tout le personnel dédié à ces opérations délicates et complexes est exclusivement gabonais. En rappel nous avons à ce jour, 27 ans d'activité au Gabon. Et l'une des attentes et la plus importante, est celle de la sécurité pour l'ensemble des intervenants en local et pour les passagers en altitude. Cette opération de chargement se fait avec des engins d'élévation à une hauteur de 6 mètres. Une opération délicate d'accostage qui doit s'effectuer sans contact avec l'avion. Un avion, c'est un fuselage et il faut faire une approche sans le toucher. Un avion comme le Boeing 787, a des points vulnérables qui peuvent représenter un danger sérieux pour la sécurité en



Préparation des plateaux-repas



Livraison de la commande à l'avion

altitude de ses passagers avec un risque de décompression et d'explosion.

C'est pourquoi nous utilisons de véritables professionnels qui font leur travail afin d'éviter tout incident ou accident au niveau de l'aéroport de Libreville. Nous avons un historique dont nous sommes fiers. Notre objectif principal est d'assurer une sécurité permanente des appareils avec la participation de tous les collaborateurs.

ECONOMIE GABON+ : Quel est le degré de partenariat que vous avez avec ADL en logistique ?

ADL est un gestionnaire d'aéroport et à ce titre, il nous accorde une concession et nous lui payons un loyer. Nous travaillons dans nos locaux en qualité de prestataire de services. ADL nous fournit les informations relatives aux horaires des vols bien que notre source d'information reste les compagnies aériennes auxquelles nous proposons des services.

Au regard de la multiplicité des interventions autour d'un avion, nous évoluons dans un contexte de co-activité en sachant que nous nous devons de respecter la capacité des interventions des uns et des autres. Notre plus belle réussite,

« Nous, Servair, nous sommes au service de nos clients pour l'amélioration continue avec des hommes et des femmes professionnellement qualifiés »

la reconnaissance et la confiance de nos clients aériens. Servair Gabon n'est connue qu'à travers ses plateaux-repas distribués aux passagers à bord des avions.

ECONOMIE GABON+ : Comment se fait la prestation des services de Servair Gabon hors des avions ?

C'est aussi pour chez vous, un vrai service aux particuliers ou aux entreprises. Nous avons une maîtrise totale d'un certain nombre de processus en termes de sécurité alimentaire et d'approvisionnement, de qualité de nos produits, de nos fabrications. C'est ce gage de qualité qui pousse les compagnies à s'adresser à des spécialistes comme nous. C'est ainsi que

notre première clientèle est constituée des compagnies aériennes qui desservent Libreville. Il faut rappeler que le prix d'un avion qui se pose à cause d'une intoxication alimentaire, d'un empoisonnement à bord, a des conséquences énormes. L'importance de l'impact de cet incident affectera sans aucun doute les clients et l'organisation d'une compagnie aérienne. D'où l'assurance de cette sécurité avec tout notre savoir-faire dans la préparation alimentaire, la préparation de la logistique, dans le service de livraison aux clients.

Enfin le deuxième type de clientèle se compose de l'ensemble de la restauration hors aérien. Servair Gabon met à disposition des entreprises et des particuliers, ses outils de production et son savoir-faire, de manière à fournir des prestations de qualité répondant aux exigences de sécurité alimentaire dans le cadre de grands événements et cérémonies notamment des conférences internationales comme le New York Forum For Africa (NYFA), les compétitions internationales telle que la CAN 2017, les mariages, les cocktails et les repas-dinatoires. Par exemple, lors de la CAN 2017, nous avons assuré 35000 (trente cinq mille) prestations. Nous sommes capables de faire le plus grand nombre dans la continuité et sur une longue période. Outre le NYFA et la CAN 2017, nous travaillons également avec des entreprises de références comme la SEEG, Nestlé, Sigali et bien d'autres. Nous accompagnons également nos fournisseurs en particulier les PME/PMI du secteur alimentaire qui doivent répondre aux exigences des normes internationales de qualité, en les auditant et en leur proposant des améliorations de leur process. SERVAIR GABON a récemment participé à la deuxième journée des entrepreneurs organisée par JA Gabon et nous avons pu prendre contact avec de jeunes entrepreneurs du secteur agroalimentaire à qui nous nous proposons d'apporter nos savoirs-faire.

Nous avons pour objectif de valoriser un personnel qualifié pour continuer à garantir la qualité de nos prestations et à évoluer pour répondre aux attentes toujours plus élevées de nos clients. Nous établissons des relations régulières avec nos clients pour vérifier en commun leurs commandes notamment le respect des cahiers de charges dans les conformités attendues par le client, l'amélioration des produits et de nos services. Nous Servair, nous sommes au service de nos clients pour l'amélioration continue avec des hommes et des femmes professionnellement qualifiés ■

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Les prix des carburants tombent à leur plus bas de l'année

INTERVIEW DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU RADISSON BLU OKOUMÉ PALACE & PARK INN BY RADISSON

Des standards d'accueil élevés en catégorie 5 étoiles et une « garantie de satisfaction à 100% »

M. Jérôme Goehner, le nouveau directeur général du Radisson Blu Okoumé Palace & du Park Inn by Radisson, n'est pas un inconnu du Gabon. Il y a résidé de 2002 à 2006. Son objectif est de continuer à développer les offres et prestations, avec une priorité : mettre l'accent sur un service attentionné. Lequel doit se traduire par une attitude « Yes I Can » qui est la philosophie du groupe. Pour rassurer sa clientèle et attirer des clients potentiels, il propose comme dans tous les hôtels Radisson Blu des facilités et des prestations haut de gamme adossées à une «garantie de satisfaction à 100%». Quant à la marque Park Inn by Radisson, de catégorie 4 étoiles, elle offre un confort et des services également très attrayants.

Par AM Jobin et Dr Neltch



Jérôme Goehner, le nouveau Directeur Général

ECONOMIE GABON+ : M. le directeur général, comme nous le savons déjà, vous êtes désormais à la tête du Radisson Blu Okoumé Palace & du Park Inn by Radisson, soyez le bienvenu au Gabon. Voulez-vous bien vous présenter à nos lecteurs et à vos clients ?

M. Jérôme Goehner : Bonjour, je vous remercie de nous accorder un espace dans votre magazine pour informer vos lecteurs de mon arrivée au Gabon. J'ai été officiellement présenté au public, à nos partenaires et à la presse locale le 1^{er} juin dernier, lors de la cérémonie de passation de service avec mon prédécesseur M. George Balassis. Je suis donc fier de prendre le relais dans la continuité du travail déjà accompli et aussi très heureux de revenir en terre gabonaise où j'ai eu l'occasion de résider entre 2002 et 2006. Au cours de ma carrière, j'ai également été en poste au Moyen Orient, au Maghreb et en Afrique Centrale.

ECONOMIE GABON+ : Vous remplacez à ce poste M. George Balassis qui a assis les bases de ce grand hôtel de luxe. Quelle est votre vision du fonctionnement de ces deux hôtels par rapport à votre prédécesseur ? Quels seront les points forts de votre

mission et les dossiers auxquels vous donnerez la priorité ?

Mon objectif sera de continuer à développer nos offres et nos prestations, avec une priorité : mettre l'accent sur un service attentionné. Lequel doit se traduire par une attitude « Yes I Can » qui est la philosophie du groupe. Mon équipe et moi-même ne ménagerons aucun effort pour répondre aux attentes de nos clients selon les standards internationaux dont disposent nos hôtels. Nous nous assurerons que ces derniers soient positionnés au même niveau que les hôtels sœurs et autres marques du groupe implantés à travers le monde.

Des facilités, des prestations haut de gamme et un tout nouveau Sushi Bar Kobu

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les caractéristiques qui différencient les deux enseignes dont vous avez la charge ?

Nos hôtels font parties du Groupe Hôtelier Carlson Rezidor, l'une des premières structures hôtelières dans le monde qui gère un portefeuille de 5 marques incluant Quorvus Collection, Radisson Blu®, Radisson Red, Park Inn® by Radisson, et Prizeotel.

Radisson Blu® c'est plus de 300 hôtels répartis dans une soixantaine de pays offrant des standards d'accueil élevés en catégorie 5 étoiles. Tous les hôtels Radisson Blu proposent des facilités et des prestations haut de gamme tout en assurant une «garantie de satisfaction à 100%». La marque Park Inn by Radisson quant à elle, de catégorie 4 étoiles, offre un confort et des services également très attrayants.

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les innovations notamment au niveau de la restauration et bien d'autres, que vous comptez introduire pour attirer plus de clients ?



Radisson Blu Okoumé Palace Libreville

Outre l'ouverture du tout nouveau Sushi Bar Kobu en juin dernier, pour les amoureux de la cuisine asiatique, qui propose de délicieux sushis servis sur place ou à emporter, nous disposons de trois restaurants et un bar. Le restaurant Olatano propose tous les jours un service pour le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner en formule buffet qui combine une cuisine aux saveurs locales et internationales.

Le restaurant Amaya proposera très prochainement un nouveau concept. Le Wai Bar offre un large choix de cocktails et snacks à la carte dans une ambiance chic et décontractée ainsi qu'une terrasse au décor exotique.

De plus, nous prévoyons dans le futur, l'ouverture d'un Lounge situé au dernier étage à l'attention des clients résidant dans nos chambres « Business Class ».

ECONOMIE GABON+ : M. le directeur général, un mot à l'attention de vos partenaires et de vos clients ?

A tous nos clients et partenaires, je souhaite tout d'abord leur dire merci pour la confiance qu'ils ne cessent de nous témoigner mais aussi de leur faire part de toute notre reconnaissance pour leur fidélité. Mon plus grand souhait est que nos hôtels restent encore pour longtemps leurs points de rencontre et de détente. Rendez-vous sur nos sites www.radissonblu.com et www.parkinn.com et suivez nous sur nos pages facebook, twitter et instagram ■

Radisson BLU
OKOUMÉ PALACE HOTEL
LIBREVILLE

BLU HOLIDAY
Programme d'été en juillet et août

BBQ & GRILL
Sur notre terrasse WAI BAR
Vivez l'instant barbecue
Du lundi au samedi
Le midi de 12h à 15h
Le soir de 19h à 22h
16 000 FCFA par personne le menu
(Entrée, plat, dessert)

SUNDAY BUFFET
Tous les dimanches
à partir de 12h00
au restaurant Olatano
Buffet de midi
avec accès piscine
25 000 FCFA par personne
Gratuit pour les enfants de moins de 6 ans
-50% pour les enfants de 6 à 12 ans

HAPPY HOURS
Tous les jours de 16h00 à 19h00 au Wai Bar
1 verre acheté = 1 verre offert

Informations et réservations : 01 44 80 00
Suivez-nous sur notre page facebook : [radissonblulibreville](https://www.facebook.com/radissonblulibreville)

RADISSON BLU OKOUMÉ HOTEL
Boulevard de l'Étoile, S.B.P. 2214 Libreville, Gabon
+241 01 44 80 00 - info@radissonblulibreville.com

BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



Siège social BICP

Vos **projets** sont les nôtres **construisons-les ensemble**



Villa des Hauts d'Angondjé
(Vente terrain 1600m² TF + projet et villas)



Immeuble Commercial d'Angondjé
(Vente terrain 1200m² TF + projet immeuble)



Villas jumelées les Hauts d'Angondjé
(Villas de 2 à 4 chambres)

BICP VOUS AIDE

- A recenser l'ensemble de vos choix d'acquisition .
- A inventorier les documents relatifs à une acquisition ou une cession ;
- A réaliser le montage d'un dossier de crédit
- A harmoniser la qualité et les procédures de mise en relation propriétaire-acheteur

A vendre Villas / Terrains / Immeubles



Ecole américaine à Glass (TF 2000m²)



Villa des Hauts d'Angondjé

A louer Appartement meublés / Studios / Bureaux



Immeuble de Louis



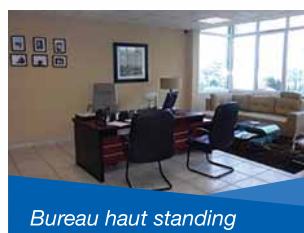
Appartement meublés



Appartement meublés



Bureau de 40 à 500m²



Bureau haut standing



Hall d'entrée bureau

@ pchandezon@gmail.com

📞 pchandezon

🌐 www.bicpconseil.ga

Immeuble BICP, bord de mer
1474, avenue Georges Pompidou
BP 4562 Libreville - Gabon



(241) 01 73 18 80
(241) 05 31 70 00

Comment investir dans la recherche et l'innovation pour accélérer le développement de l'entrepreneuriat vert au Gabon ?

Une bonne politique de la diversification de l'économie passe, entre autres, par le développement et la promotion d'une économie verte pour une croissance verte inclusive, qui est une économie hors pétrole et gaz, afin de concilier la protection de l'environnement, notamment la lutte contre les changements climatiques et le développement économique, comme le soutient le Secrétariat général de la CEEAC. L'entrepreneuriat vert des jeunes au Gabon doit être considéré comme un outil d'intégration économique, sociale et culturelle afin de mieux valoriser nos ressources naturelles.

Par François Nzigou Nzigou

A l'image de la majorité des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la République Gabonaise est caractérisée, entre autres, par sa richesse en ressources naturelles dont la forêt qui représente à 85% de son territoire national, les minerais (manganèse, uranium, fer, etc.), les ressources en eau et les énergies fossiles (gaz et pétrole). Mais en dépit de ce capital naturel diversifié, le pays présente un taux de chômage et de pauvreté élevé tournant autour de 30%, un Gabonais sur trois est pauvre (EGEP). Ce qui constitue un véritable paradoxe. Une des solutions pour résoudre ce paradoxe est d'accélérer la diversification et la transformation structurelle de l'économie gabonaise, comme le proposent la majorité des institutions financières internationales, comme la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI).

Concernant la diversification de l'économie, elle passe, entre autres, par le développement et la promotion d'une économie verte pour une croissance verte inclusive qui est une économie hors pétrole et gaz afin de concilier protection de l'environnement, notamment la lutte contre les changements climatiques et développement économique, comme le soutient le Secrétariat général de la CEEAC

POTENTIEL DU GABON DANS L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT VERT

Dans le souci de promouvoir cette économie verte au Gabon, il a été retenu le Pilier Gabon Vert du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) dont l'objectif est triple, à savoir : (i) gérer durablement la forêt gabonaise et positionner le pays comme un leader mondial du bois certifié à travers le programme sectoriel Bois et Economie forestière ; (ii) valoriser le potentiel agricole et garantir la sécurité alimentaire via le programme sectoriel Agriculture et Elevage et (iii) promouvoir une exportation et une valorisation durable des ressources halieutiques à travers le programme sectoriel pêche.

Au regard de ce qui précède, l'Etat gabonais doit investir massivement avec l'aide de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux dans l'entrepreneuriat vert défini comme un concept porteur de nouvelles opportunités économiques, sociales, environnementales, de création d'emplois et d'innovation



Une PME de recyclage des ordures ménagères



Collecte des bouteilles plastiques pour les recycler

environnementale. La notion d'«innovation» est particulièrement intéressante dans ce contexte, car elle rejoint la thèse définie par l'économiste. Les marchés verts sont en pleine croissance et c'est l'innovation qui crée des emplois et des opportunités entrepreneuriales dans ce contexte économique.

L'ENTREPRENARIAT VERT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF : TENDANCES ACTUELLES

Aujourd'hui, la communauté scientifique s'accorde à reconnaître que l'entrepreneuriat vert est essentiel pour le développement socio-économique et politico-environnemental et joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, la R&D et

l'innovation environnementale.

Les politiques de l'entrepreneuriat vert sont multidimensionnelles et sont reliées à d'autres domaines, tels que l'éducation et le développement des compétences, la technologie et l'innovation, ainsi que la finance et le renforcement des capacités. En 2012 à Doha, la CNUCED a élaboré une feuille de route pour l'entrepreneuriat, présenté durant la treizième session de la Conférence.

En effet, l'entrepreneur vert - ou « éco preneur » - est un acteur de l'économie verte qui incarne le mélange entre l'économie et l'environnement en tenant compte du facteur humain et du développement social. En l'absence d'une acception claire, il fait l'objet de définitions diverses qui s'articulent autour de la démarche entrepreneuriale (initiative, prise de risque, créativité) et d'une conscience écologique.

Nous pouvons alors définir l'Entrepreneuriat Vert par le sigle EV. Soulignons qu'il devient primordial pour les pays africains en général et le Gabon en particulier, de mener à bien les programmes liés à la promotion du développement de l'entrepreneuriat vert. Les secteurs classiques sont saturés. D'où l'intérêt de changer de paradigme économique et de s'orienter vers les secteurs verts.

Les programmes en faveur des jeunes entreprises vertes se sont multipliés dans plusieurs pays. On peut citer par exemple Start-up America, Start-up Chile, Start-up Russia, Start-up Britain, le réseau mondial, Start-up Weekend et Start-up Nation-South Africa. Il arrive aussi que des municipalités ou des régions possèdent leurs propres programmes de création d'entreprises qui, souvent, se regroupent en réseau. Pour encourager la création de valeur, certains pays se sont dotés de politiques en faveur des entreprises à croissance rapide et rendent compte des progrès accomplis dans des rapports annuels : Israël the Scale-Up Nation, Scale Up UK, Scale Up Europe et Scale Up America. D'après ces rapports, pour faciliter la croissance des entreprises, il faut créer un écosystème de l'innovation, assurer le développement des entreprises existantes en stimulant les ventes et la commercialisation, et faire grandir les entreprises en les aidant à obtenir des ressources aussi indispensables que, par exemple, les financements appropriés et l'accès aux bons fournisseurs.

D'autres pays ont réformé leur réglementation commerciale pour faciliter la création d'entreprises et simplifié la législation relative au travail ainsi que la réglementation fiscale. Le rapport Doing Business de 2015 stipule que c'est en Afrique subsaharienne que les réformes visant à améliorer l'environnement commercial ont été les plus efficaces ces dernières années. En 2013/2014, le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire ont mis en œuvre au moins 39 réformes qui ont facilité la création des entreprises, l'obtention de crédits et le paiement des impôts.

Le Gabon a un potentiel qui ne dit pas son nom en capital naturel et juvénile, car la jeunesse gabonaise représente près de 60% de la population. D'où l'importance de promouvoir l'entrepreneuriat vert des jeunes au Gabon. Le contexte actuel permettrait aux jeunes de se reconverter via des formations allant dans le domaine de l'économie verte.

L'ENTREPRENARIAT VERT DES JEUNES

L'entrepreneuriat vert des jeunes est devenu une priorité de développement pour de nombreux pays confrontés aux problèmes de la poussée démographique et du chômage des jeunes. D'après le rapport du Global Entrepreneurship Monitor de 2013, il y a plus de chances que les jeunes aient des idées nouvelles et aient été en contact avec le numérique dès leur plus jeune âge, et, dans certaines sociétés, ils sont plus instruits que leurs parents.

Par ailleurs, les probabilités sont moindres qu'ils aient à assumer des responsabilités telles qu'une hypothèque ou une famille, qui tendent généralement à atténuer le fait du risque. Afin de tirer profit de ce potentiel, plusieurs pays ont récemment mis en place des politiques et des programmes en faveur des jeunes entrepreneurs. Par exemple, les pays africains ont été les premiers à introduire la formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement secondaire.

En Angola, 139 enseignants ont suivi une formation certifiée dans ce domaine et, à ce jour, ont dispensé des cours à 9 800 étudiants. En Europe, le plan d'action «Entrepreneuriat 2020» a désigné l'entrepreneuriat comme l'une des huit compétences essentielles que chaque jeune devrait posséder.

L'entrepreneuriat vert des jeunes au Gabon doit être considéré comme un outil d'intégration économique, sociale et culturelle, sous-régionale et régionale dans la valorisation des ressources naturelles, mais également de promotion afin de répondre aux exigences actuelles et futures via le pilier « *Gabon vert* » comme pilier de l'économie verte. Pour un bon fonctionnement, l'écosystème de l'entrepreneuriat vert comprend un certain nombre d'acteurs (entrepreneurs verts, les acteurs publics, les acteurs financiers, la société civile et structures d'appui privées).

LES CONTRAINTES DE L'ENTREPRENARIAT VERT AU GABON

Bien qu'il soit évident que la promotion de l'entrepreneuriat vert assure la transition vers des économies plus durables, on s'accorde à l'existence de contraintes et obstacles structurels et contextuels qui entravent « *l'écologisation* » et le développement du marché de l'emploi vert. De prime abord, on peut avancer que les contraintes s'articulent autour de l'offre et de la demande des compétences vertes. On constate des lacunes en matière de compétences vertes ainsi qu'une demande timide des secteurs employeurs potentiels. Ainsi, on assiste à une faible insertion des lauréats ayant suivi un cursus de formation dans les métiers verts.

Ces constats nous amènent à imaginer des solutions de stimulation de la demande réelle des secteurs économiques à travers des mécanismes d'incitation et d'application des lois et directives environnementales et à promouvoir la formation sur les métiers verts et l'entrepreneuriat axés sur la demande sectorielle. L'exemple qui illustre par excellence cette alternative est celui du secteur de l'eau en Israël (cité comme leçon tirée par l'OCDE (2010).

Ce cas a montré que pour pallier les déficits en eau dans le pays, le gouvernement a mis en place des mesures encourageantes (mesures incitatives) comme la diminution de la consommation et le recyclage de l'eau, et a envoyé des signaux forts via des prix significatifs. Les politiques ont visé le domaine du captage, du transport et de la distribution de l'eau, du traitement des eaux usées et de la réduction de la demande en eau. Ces différents facteurs ont eu un impact sur la demande et l'encouragement à l'innovation dans le secteur. Ainsi, on a assisté à la création de quelques centaines d'entreprises dans les technologies de l'eau, qui emploient près de 8 000 personnes.



LE RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS DANS L'APPUI DU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT VERT AU GABON

Pour que l'entrepreneuriat vert des jeunes ait plus d'impact sur la création d'emplois décents et la promotion du développement durable, les pouvoirs publics doivent améliorer le cadre réglementaire en s'efforçant d'éliminer les obstacles qui empêchent les jeunes entrepreneurs verts de lancer leur entreprise, en mettant en place un système d'inscription en ligne ainsi que des réglementations simplifiées, en réduisant la stigmatisation autour de la faillite et en facilitant le lancement de nouveaux projets verts. Il est essentiel que les services d'aide aux entreprises veillent à ce que les jeunes entrepreneurs obtiennent le soutien approprié. Parmi ces soutiens, l'Etat gabonais doit permettre aux jeunes entrepreneurs verts d'obtenir un titre foncier qui leur permettrait d'obtenir un crédit bancaire pour lancer leur activité verte. Les secteurs public et privé ainsi que d'autres partenaires intéressés peuvent s'associer pour améliorer la formation et le développement des compétences, et s'assurer que les compétences acquises par les jeunes Gabonais correspondent mieux aux besoins du marché du travail. Il est également indispensable de renforcer les capacités des enseignants. La formation professionnelle et l'apprentissage doivent aussi être améliorés.

Les pouvoirs publics peuvent ouvrir la voie en matière d'appui à l'acquisition de technologies vertes et à l'innovation en prenant des mesures d'incitation qui encourageraient le secteur privé à investir. Ils pourraient également promouvoir la mise en place de cadres réglementaires et de politiques d'innovation favorables, l'investissement dans l'enseignement et la formation de niveau supérieur, ainsi que la Recherche et Développement (R&D). Des investissements doivent être réalisés dans l'infrastructure technologique afin de jeter les bases d'une économie numérique prospère, de stimuler le développement de l'innovation et de faire que les jeunes aient accès aux connaissances et aux compétences nécessaires pour exploiter la technologie verte et créer des produits et services commerciaux.

Au-delà de réformer le système financier, le gouvernement, appuyé par des entités du secteur financier et des organisations non gouvernementales (ONG), pourraient étudier les moyens d'améliorer l'intégration financière. Les exigences en matière de garanties, le niveau élevé des frais bancaires et le manque de connaissances financières sont les principaux obstacles auxquels les

jeunes se heurtent. Il faut la constitution de garanties, le financement soutenu par le renforcement des capacités et les systèmes spéciaux de paiement par téléphone portable.

Les jeunes doivent être des partenaires et des collaborateurs dans le cadre de l'entrepreneuriat vert. À cette fin, les pouvoirs publics, les ONG, la société civile et le secteur privé doivent se concerter pour concevoir des moyens d'associer les jeunes et de promouvoir le développement de réseaux et d'associations qui défendent les jeunes entrepreneurs verts.

LE RÔLE DES ACTEURS TECHNIQUES ET FINANCIERS DANS L'APPUI DU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT VERT AU GABON

Les acteurs financiers ont un rôle important à jouer dans le développement de l'entrepreneuriat vert et l'innovation environnementale. Leur objectif étant de voir comment ils peuvent répondre aux besoins des entrepreneurs verts. En effet, ils doivent renforcer les dispositifs d'accompagnement des entrepreneurs en amont et en aval et permettre une meilleure qualité des dossiers reçus. La formation du personnel du secteur financier en compétences spécialisées pour : (1) l'analyse des plans d'affaires et modèles commerciaux verts ; (2) la création de plans de financements solides et adaptés à chaque type de porteurs de projets.

Créer une banque des banques dans les provinces (rassemble tous les financements bancaires qu'ils ont) ; créer des fonds d'investissements régionaux vert (toutes les régions) ; créer des lignes de crédits verts, alléger les conditions d'octroi des crédits et renforcer le dispositif, alléger et simplifier les procédures administratives et exiger la transparence dans le traitement des dossiers.

En effet, le Gabon dispose d'un potentiel en ressources naturelles qui peut participer au développement des investissements environnementaux et à la promotion de l'entrepreneuriat vert (biocarburants, énergie solaire, énergie thermique, énergie géothermique, recyclage etc.).

En rappel, l'économie de rente est une économie quantitative qui se focalise essentiellement sur l'exploitation des matières premières, mais dont le taux de croissance ne s'accompagne pas malheureusement d'un taux d'emploi conséquent. Les énergies fossiles comme le pétrole, le gaz sont épuisables à long terme, chose qui doit attirer l'attention des décideurs gabonais. Alors, le Gabon comme

tous les pays tributaires des ressources naturelles, doivent changer de modèle économique en mettant l'accent sur toutes les activités liées à l'économie verte comme l'a déjà entamé le chef de l'Etat gabonais dans le cadre de son pilier stratégique pour la diversification de l'économie gabonaise « Gabon Vert » depuis 2009.

Si l'on se réfère à une étude du Centre d'Analyse Statistique Française (2009), il est estimé en moyenne à 970 euros par ha et par an les services rendus par la forêt française. Cette estimation reportée à la forêt des pays de la CEEAC reviendrait à la valorisation de 69,84 milliards d'euros par an. Il est alors possible de déterminer la valeur économique de la forêt du Bassin du Congo, à partir d'une estimation de la quantité de dioxyde de carbone (CO2) captée et stockée par les arbres de la forêt pendant leur cycle de vie, et donc, en fonction du coût de la tonne de CO2 sur le marché. La forêt du Bassin du Congo a une valeur économique importante liée au potentiel d'absorption du CO2. Selon une étude de l'université de Leeds, la zone CEEAC est considérée comme un puits de carbone qui représenterait environ 1,3 milliard d'euros par an soit 853 milliards de francs CFA par an, si l'on se base sur les estimations de prix de la tonne de CO2. C'est donc dire qu'à travers ces statistiques, nous pouvons estimer les services rendus par les forêts du Gabon à partir d'une estimation de la quantité de dioxyde de carbone (CO2) captée et stockée par les arbres de la forêt gabonaise pendant son cycle de vie.

L'économie verte est le propre de l'Afrique en général et du Gabon en particulier lorsqu'on regarde ses gisements. Le Gabon a la marge de manœuvre d'importer la technologie verte pour la transformation des énergies fossiles en énergies renouvelables (la canne à sucre, le palmier à huile et le maïs en biocarburant de première et deuxième génération ; le pétrole brut en pétrole vert, le gaz brut en gaz naturel etc.). L'entrepreneuriat vert n'est pas un choix, mais une obligation pour le Gabon de rattraper son retard socio-économique et technico-industriel ■

Source : OCDE Paris, 2010

—*Titulaire d'un master 2 en gestion financière et espace européen et en micro-finance et gestion des entreprises à l'université de Lorraine (France). Actuellement en instance de soutenance d'un doctorat en sciences économiques à l'Institut des Risques Assurantiels et Financiers de l'université de Lille 3, il travaille sur les politiques et stratégies de financement de l'économie verte en Afrique : cas des pays de la CEEAC.

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smart-phone pour lire l'article





Atelier de lancement du projet d'appui préparatoire aux activités du fonds vert pour le climat au Gabon





INTERNET : LE NOM DE DOMAINE .AFRICA OFFICIELLEMENT OUVERT AU PUBLIC

La longue histoire de persévérance de Moctar Yedaly pour l'intérêt général

L'Union Africaine (UA) a officiellement lancé le 3 juillet 2017 le nom de domaine .africa, qui sera l'identité numérique du continent. C'était lors du 29e Sommet de l'Union qui s'est tenu à Addis-Abeba en Ethiopie. C'est une longue histoire qui vient d'avoir une fin heureuse. Un long combat mené pendant huit ans par Moctar Yedaly, au sein des institutions techniques internationales et du système judiciaire des États-Unis pour avoir le nom de domaine de premier niveau .africa délégué à l'Afrique.

La Rédaction

Dans la foulée de ce lancement officiel, le commissaire de l'UA pour l'Infrastructure et l'Energie, Abou Zeid Amani, a annoncé le début d'une campagne d'incitation des entreprises et institutions à adopter le nouveau nom de domaine africain. Ladite campagne s'étendra sur six mois et concernera tous les pays africains.

La création et l'adoption d'un nom de domaine .africa est l'une des principales réalisations du mandat de la précédente présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Ndlamini-Zuma, qui estimait que « l'Afrique, aujourd'hui, réclame sa propre identité numérique. Le .africa nous permettra de raconter notre propre histoire ». En principe, l'arrivée du .africa devrait mettre un terme à l'utilisation 32 ans durant du .com, du .int ou du .org par les instances officielles africaines.

Pour rappel, avant de quitter la Commission de l'Union Africaine (CUA) le 10 mars 2017, le jour de la passation de service entre la Commission sortante et celle nouvellement élue, Mme Dlamini N. Zuma – la présidente sortante de la Commission – s'est assurée que le nom de domaine Dot Africa (ou Point-Africa [.africa] pour la suite) soit lancé. L'événement n'avait pas été appréhendé comme il se doit, même si pendant toute la semaine qui suivra, il fera les manchettes des médias internationaux et particulièrement ceux de l'Afrique du Sud. Et pourtant, d'après S.E. Dr. Elham MA Ibrahim, alors Commissaire aux Infrastructures et à l'Energie de la CUA, c'est l'histoire d'une réalisation extraordinaire d'un fonctionnaire de l'UA qui, contre vents et marées, s'est battu sans relâche pour donner à l'Afrique l'identité numérique qui lui revient. Cet homme : Moctar Yedaly, le chef de la Division de la Société de l'information, de l'Infrastructure et de l'Énergie de l'Union Africaine.

LE BRAS DE FER AVEC DCA

Au risque de voir le nom de domaine .africa possédé et contrôlé par d'autres personnes, Moctar Yedaly a donc abattu un travail



acharné et important pendant des années. Parfois seul. En effet, l'histoire du .africa, comme l'a écrit le vice-président de la Commission de l'UA, S.E Mwencha, dans une lettre d'appréciation adressée à M. Moctar Yedaly, est l'histoire de « la fermeté, de l'ingéniosité et de l'engagement... » Cette histoire débute en 2000 lorsque ce nom de domaine a été réclamation par des entreprises non africaines lors du premier round de l'ICANN pour les noms de domaine géographique de premier niveau. En réponse, quelques professionnels africains se sont fermement opposés à cette réclamation pour le .africa. Ils jugeaient qu'elles ne répondaient pas à l'intérêt du continent.

Dans les années à venir, ces entreprises étrangères ont changé de stratégie et ont soutenu une Ethio-Américaine pour revendiquer le .africa. Elle créa une société DotConnectAfrica (DCA) au Kenya et à Maurice et, en 2007, s'est rendue aux sièges de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et à la Commission de l'Union Africaine (AUC) à Addis-Abeba (Ethiopie) à la recherche de soutiens.

Il convient également de rappeler que pendant les années 2003-2008, l'engouement autour des TIC sur le continent était telle qu'il n'était pas difficile pour quelqu'un, en l'occurrence une femme africaine, d'obtenir une approbation pour une presque toute nouvelle initiative dans ce secteur des TIC. L'implication des femmes dans les



Lancement officiel au siège de l'UA du domaine .africa créée par Moctar Yedaly

TIC était perçue, et l'est toujours d'ailleurs, comme assez originale. Plus encore, le système des noms de domaine était relativement inconnu de la plupart des personnes, y compris de certains cadres du leadership africain. Malgré l'opposition vigoureuse des experts de la CEA et de la Commission de l'UA à sa demande de soutien, DCA arriva à obtenir des lettres de soutien/parrainage signées par le secrétaire exécutif de la CEA et le vice-président de la CUA. Ces deux lettres, en particulier la dernière, seront le centre de la bataille juridique pour .africa pour les huit années suivantes.

La communauté africaine d'Internet qui grandissait a découvert les lettres de soutien de DCA. Les commissaires et chefs de départements de la CUA ont également découvert les lettres sur le site Web de DCA. Tout le monde fut surpris par la décision du vice-président. Plusieurs membres de la communauté africaine de l'Internet, furieux, ne pouvaient rien faire. Les dirigeants de la CUA ont malheureusement baissé les bras au grand bonheur de DCA qui se réjouissait de la situation. Le .africa a ainsi été, pendant quelque temps, abandonné aux entreprises étrangères par le biais d'un proxy africain.

Mais M. Moctar Yedaly ne l'a pas entendu de cette oreille. Il décida d'oser. C'est ainsi qu'il décida de rencontrer individuellement le secrétaire exécutif de la CEA et le vice-président de la CUA. Le contenu de ces discussions reste

inconnu. Toujours est-il qu'à la suite de ces deux rencontres, les deux leaders ont décidé chacun à sa manière de changer leur lettre avec des termes, des conditions et des formulations spécifiques. C'est ainsi que le .africa a été relancé.

Une lettre de « non-soutien » a été envoyée à DCA par le vice-président indiquant que « ... la CUA ne soutient plus personne sur cette question et que la CUA passera par un processus de compétition ouvert pour la mise en place du Point-Africa ... ». Quant au Secrétaire exécutif de la CEA, son adjoint a envoyé une lettre à DCA retirant le soutien déjà fourni. Sept ans plus tard, la CEA, par le biais de son conseiller juridique, confirmera simplement qu'elle n'a rien à voir avec le .africa.

LA DÉCLARATION D'OLIVIER TAMBO

En réaction, DCA a commencé de 2009 à début 2017 une campagne contre la CUA par tous les moyens possibles. Sur les conseils de Moctar Yedaly, la CUA n'a jamais réagi à aucune des attaques de DCA dans les médias et sur son site. Pour lui, la CUA ne devrait pas tomber si bas.

Les différentes conférences des ministres africains chargés des TIC organisées par M. Yedaly et son équipe vont donner mandat à la CUA de mettre en œuvre le .africa. A partir de 2011, et à la satisfaction de tous les acteurs africains, le projet Point-Africa sera entrepris par la « Division

de la société de l'information », nouvellement créée et dirigée par monsieur Moctar Yedaly.

La session extraordinaire de la Conférence des ministres chargés des Technologies de l'information et de l'information (CITMC) tenue à Johannesburg en décembre 2009 a reconnu les avantages du nom de domaine Point-Africa pour l'Afrique et a adopté une résolution (Déclaration d'Olivier Tambo) demandant « la mise en œuvre du Point-Africa en tant que nom de domaine continental de premier niveau pour son utilisation par les organisations, les entreprises et les individus africains avec l'aide des agences Internet africaines ». Les mêmes ministres chargés des Technologies de la communication et de l'information, se réunissant lors de leur troisième session ordinaire à Abuja, en République fédérale du Nigeria, en août 2010, ont demandé à la Commission de l'UA de « mettre en place la structure et les modalités de la mise en œuvre du projet Point-Africa ».

Après avoir obtenu le mandat officiel, le défi pour l'équipe la CUA était de répondre aux différentes exigences requises par l'ICANN, notamment : des capacités techniques prouvées pour gérer un Système de nom de domaine (DNS) ; la viabilité commerciale et la solvabilité financière. La CUA ne répondait à aucun de ces critères. Il fallait donc le faire par une institution qui répondait à ces critères sachant que pour marquer la différence par rapport à DCA, soutenue par des investisseurs non africains, l'équipe de la CUA voulait que le Point-Africa soit mis en œuvre par des Africains pour les Africains. Il fallait donc dénicher ce partenaire technique africain.

LE CHOIX DE ZA CENTRAL REGISTRY

L'équipe de projet du .africa a adopté un processus d'appel d'offres ouvert et transparent pour permettre aux entreprises, institutions ou individus africains qualifiés de concourir et d'offrir la meilleure valeur en Afrique pour ce nom de domaine. ZA Central Registry (ZACR), une société à but non lucratif basée en Afrique du Sud, a gagné l'appel d'offres et a signé un contrat avec la CUA pour soumettre une demande pour le Domaine de premier niveau .africa et l'opérationnaliser une fois cette demande acceptée (ou déléguée).

Dans l'accord signé entre la CUA et ZACR, les États membres de l'UA fourniraient le soutien politique nécessaire à ZACR pour sa demande en faveur du .africa. ZACR supporterait tous les coûts liés à cette démarche et à l'opérationnalisation du nom de domaine. Après la délégation et l'opérationnalisation, l'excédent des revenus sera versé à une fondation qui utilisera ces fonds

pour le développement de projets TIC en Afrique. Le .africa devenant ainsi la première source alternative de financement mise en œuvre par l'Union Africaine.

Il faut tout de même indiquer que DCA n'a pas participé à l'appel d'offres organisé par la CUA, mais a plutôt soumis une demande à l'ICANN pour le Point-Africa, prétendant que les lettres de soutien susmentionnées des dirigeants de la CEA et de la CUA représentaient le soutien nécessaire et requis des gouvernements africains et de la communauté Internet. Ce à quoi s'est opposé le Comité Consultatif Gouvernemental (GAC) de l'ICANN sur demande des représentants africains au sein de ce Comité et coordonnés par la CUA et l'Agence du NEPAD (NPCA).

Les deux applications ont été évaluées par ICANN. La demande de DCA n'est pas passée à l'évaluation préliminaire. Par conséquent, conformément au guide pour les nouveaux noms de domaine géographique de premier niveau de l'ICANN, le Comité Consultatif du Gouvernement (GAC) a édicté une alerte précoce, suivi d'objections formelles et a donné un avis consensuel (lors de sa réunion à Beijing en mars 2013) au Conseil d'administration de l'ICANN de ne pas continuer l'évaluation de la demande DCA pour le .africa.

Le Comité pour le Programme des nouveaux noms de domaine géographiques de l'ICANN demanda donc au personnel de l'ICANN de ne pas approuver la demande de DCA, conformément à « l'avis de Beijing » du GAC et conformément à l'article 3.1 du nouveau Guide du candidat. DCA a donc été notifiée par ICANN que sa demande n'a pas été approuvée. La demande de ZACR parrainé par la CUA a passé toutes les évaluations, examens et procédures nécessaires, en commençant par l'évaluation initiale au milieu de 2013. En mars 2014, l'ICANN et la ZACR ont signé un accord de registre pour le Point-Africa.

UN PANEL INDÉPENDANT D'ÉVALUATION DE L'ICANN

À la suite de cette signature, DCA a contesté et a déposé une plainte au Panel Indépendant d'évaluation de l'ICANN (IRP) qui obligera ICANN à arrêter le traitement ultérieur de la demande de ZACR jusqu'à ce que l'IRP se soit prononcé sur la plainte déposée par DCA. Dans son plaidoyer pour l'IRP, DCA a affirmé que l'ICANN n'a pas respecté ses propres statuts en rejetant la demande de DCA suite à l'avis du GAC. Malgré le fait que l'ICANN avait signé un accord de registre avec ZACR et se trouvait à quelques jours de la délégation du Point-Africa, le comité IRP a ordonné que le processus soit gelé. Après plusieurs mois de retard, l'IRP a publié sa déclaration finale le 9 juillet 2015. Dans sa Déclaration, le Comité recommande que l'ICANN continue de s'abstenir de déléguer le Point-Africa et de permettre à DCA de passer le reste du processus

d'évaluation. Ce qui fût fait. Encore une fois la demande de DCA n'est pas passée. DCA déposa alors une plainte au tribunal américain de Californie. L'ICANN et la ZACR engagèrent des avocats et Moctar Yedaly a été autorisé par la CUA à témoigner dans l'affaire. Appel après appel, de tribunal fédéral au tribunal de district, les juges ont finalement donné raison à l'ICANN et à la ZACR en février 2017.

Le 15 février 2017, à 14:58:59 exactement, l'extension du nom de domaine .africa (www.nic.africa) a

été ajoutée à la zone racine, signalant formellement le début d'un nouveau chapitre dans l'histoire de ce nom de domaine géographique de premier niveau. Ce fut aussi la fin de huit années de batailles juridiques et techniques au cours desquelles le leadership a été remis en question, les ressources ont été gaspillées et les opportunités commerciales perdues.

L'Afrique a finalement obtenu sa propre identité électronique, grâce à la persévérance de l'ICANN, de la ZACR propulsés et soutenus jusqu'au bout par l'ingénieur

mauritanien Moctar Yedaly qui avait tout initié. Pour son action, il sera honoré par la Communauté africaine de l'Internet lors de l'ICANN 59 en Afrique du Sud en juin 2017 en recevant le prix « Avant-garde pour la réalisation du nom de domaine .africa ». Dans sa lettre d'appréciation à ce dernier, le Vice-Président de la CUA écrit: «... Je voudrais également apprécier le rôle que vous avez joué dans la mise en évidence et la lutte pour Point-Africa contre vents et marées et pour toutes les chances qui ont le potentiel de générer des ressources pour

L'Union africaine, vous êtes allé au-delà votre appel au devoir et je veux le reconnaître personnellement du fond de mon cœur...» C'est ainsi que le .africa est désormais disponible pour tout africain et constitue non seulement un motif de fierté pour les africains et l'Union Africaine, mais également une source de financement supplémentaire pour l'Union Africaine qui a cédé sa gestion à la ZACR ■

Source : <http://www.ticmag.net>

OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS

Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax : +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

FESTIVAL « BUBOTY »

Le retour à la Beauté naturelle gabonaise

Par la Rédaction



La marque Isad'eau Naturelle, spécialisée dans le cosmétique capillaire, en partenariat avec l'Association Agir pour une Jeunesse Autonome (APJA), organise du 5 au 6 août prochain, en sa première édition, le « Festival BUBOTY » ou le retour au naturel c'est-à-dire à la « Beauté Gabonaise ». L'objectif principal de ce festival qui réunira des entrepreneurs et artisans gabonais, est de mettre en exergue des produits de soins de beauté et des parures, à 100% made in Gabon. Il s'agit de l'organisation d'une exposition des produits naturels et Bio, à base de l'atanga, du beurre d'avocat, de l'huile de coco, du raphia et bien d'autres matières premières agricoles et forestières du terroir.

Tout vient d'un constat avéré que les femmes gabonaises et africaines en général utilisent davantage des produits chimiques pour entretenir leur beauté. Des produits qui causent l'usure de leur peau et de leur capillaire d'où l'idée novatrice d'organiser en sa première édition, le « Festival BUBOTY » ou le « Festival de la Beauté gabonaise ». Buboty signifiant en langue vili, du sud du Gabon, Beauté. La motivation première de Isad'eau Naturelle est de promouvoir l'un des éléments fondamentaux de la culture gabonaise et plus particulièrement la beauté de la femme gabonaise à travers l'entretien de ses cheveux avec des produits naturels, la coiffure, l'habillement et les parures. Il s'agit de célébrer la beauté gabonaise dans un cadre festif, récréatif et ludique aussi bien pour les enfants que pour les adultes. Les contes, les poésies et

les musiques gabonaises animeront les deux jours de cette rencontre avec la culture gabonaise.

Buboty s'est fixé comme objectif, de promouvoir le savoir-faire et le talent des Gabonais dans l'art culinaire, dans l'habillement, la sculpture et l'artisanat ; de sensibiliser les Gabonaises et les Gabonais à un retour aux sources c'est-à-dire la mise en valeur de leurs produits à base des essences locales. Pour rappel, la beauté capillaire est le centre des activités de la marque Isad'eau Naturelle qui a fait sa première sortie le 5 octobre 2016. Cette marque promeut le retour au naturel en magnifiant ainsi le cheveu de base de la femme noire connu pour être crépu et naturel. Le foulard de nos grands-mères est invité à cette fête de la mode gabonaise. Et les hommes aussi, ne sont pas en reste, via le « Mister Wax ». A cette occasion, il sera élu l'homme le plus élégant habillé en pagne Wax.

Quant à la mode de l'habillement, l'organisatrice Isadora Sounda est convaincue qu'à force de travail et de volonté, le Gabon peut devenir, à l'instar du Sénégal, une référence de la mode en Afrique. Enfin au niveau des artistes, Queen Kumb, Pamela Badjogo et Ecilone Oyono animeront le « Festival BUBOTY » à travers des rythmes gabonais qui cadrent parfaitement avec ce festival de la culture gabonaise. Un défilé de mode clôturera ce premier « Festival BUBOTY » avec des coiffures et des tenues typiquement traditionnelles ■

UNE GAMME DE VINS COMPLÈTE :
CHÂTEAU DE BERNE, AOC CÔTES DE PROVENCE

Géant CKdo
LIBREVILLE

Super CKdo
LIBREVILLE PORT-GENTIL

Maxi CKdo
LIBREVILLE

TERRES DE BERNE : UN VIGNOBLE D'EXCEPTION

ROSE : LA CUVÉE TERRES DE BERNE ROSÉ EST UN VIN EXCEPTIONNEL. À LA ROBE ROSÉE LÉGÈREMENT DORÉE QUI ILLUMINERA VOS TABLES ; NECTAR FRUITÉ ET FÉMININ PAR FAIT POUR LES BROCHETTES MAIS AUSSI LES TRAJINES ET LES CRÉVETTES SAUCE PIQUANTE.

ROUGE : IDÉAL POUR LES GRILLADES, LA CHARCUTERIE ET LA DRAÛPE.

BLANC : SES AROMES D'AGRUME ACCOMPAGNE L'APÉRITIF ET LES POISSONS.

CECAGADIS

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



AGENDA N° 58

2 AU 3 AOÛT 2017 au Centre des conférences des Nations Unies, à Addis-Abeba, ODD et aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA.

4 – 8 SEPTEMBRE 2017 À ABIDJAN, en Côte d'Ivoire, 7ème édition 2017 du Forum sur la révolution verte en Afrique (AGRF 2017. Le thème choisi pour la 7ème édition de l'AGRF est : « Accélérer le Cheminement de l'Afrique vers la Prospérité: Croissance des Economies inclusives et des Emplois grâce à l'Agriculture Africaine ».

4 – 15 SEPTEMBRE 2017 À DAKAR, contrats miniers et négociations (IDEP). L'objectif principal de ce programme est de contribuer au développement d'une masse critique de fonctionnaires, de niveau supérieur et intermédiaire, en charge des politiques, et de décideurs politiques hautement qualifiés qui seront convenablement ou mieux outillés pour concevoir et gérer les contrats miniers pour le développement de leurs pays, de leurs sous-régions et du continent.

2 – 3 OCTOBRE, 2017 À MONTRÉAL, Canada, Forum Afrique Expansion. Cette 8e édition du Forum Afrique Expansion anciennement appelé Forum Africa réunira comme à chaque édition dans la métropole de Montréal au Canada, près de 500 participants tels que des présidents de sociétés, des décideurs africains et canadiens de haut niveau, des intervenants des organisations internationales et des organisations non gouvernementales.

5 OCTOBRE 2017 PARIS, FRANCE. Quand le luxe rencontre l'Afrique (2ème édition). La deuxième édition de la Conférence du Marché du Luxe en Afrique subsaharienne se tiendra à Paris en présence d'une audience professionnelle de l'industrie, des acteurs et experts du monde économique, des affaires et du luxe. Cette édition se penchera sur la maîtrise de la clientèle de luxe africaine, en tenant compte de son environnement local et à l'international

22 – 24 NOVEMBRE 2017, CAPE TOWN, AFRIQUE DU SUD : 9e Conférence Africa PPP 2017. Cet événement sera ainsi l'occasion idéale pour faciliter les rencontres entre les porteurs de projets et les financiers afin d'explorer les options pour améliorer le développement des projets via les PPP. APPP 2017 verra la participation des institutions financières internationales; les acteurs privés et publics, les gouvernements africains qui viendront partager leur expertise dans le domaine des partenariats public-privé.

AFRICA CEO FORUM DE RETOUR EN AFRIQUE, LES 26 ET 27 MARS 2018 À ABIDJAN, EN CÔTE D'IVOIRE. La 6e édition du AFRICA CEO FORUM, le rendez-vous international de référence des décideurs et financiers du secteur privé africain est le plus important rendez-vous annuel du secteur privé africain. Ce Forum, qui se tient en alternance entre l'Afrique et son siège international basé à Genève, mobilise chaque année près de 1 200 chefs d'entreprises, investisseurs, décideurs politiques et journalistes venus de plus de 70 pays, dont une quarantaine d'africains, pour mettre en lumière le capitalisme africain et faire avancer les questions essentielles pour l'avenir du continent et de ses entreprises.

flyafrijet.online

PROGRAMME DES VOLS DU 01 AVRIL 2017 AU 31 OCTOBRE 2017

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Franceville	L - - - - -	10H00	11H25
	- - M - - - D	13H00	14H25
	- - - - - V - -	15H30	16H55
Port - Gentil	L M M J V S -	07H30	08H05
	- M - J V - D	17H30	18H05
	L M M J V - D	20H00	20H35
Sao Tomé	- - - J - - -	18H30	18H25
	- - - - - D	17H00	16H55

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M M J V S -	08H30	09H05
	- M - J - S -	16H45	17H20
	- - - - - V - -	16H15	16H50
	L M M J V - D	18H45	19H20
Sao Tomé via Libreville	- - - J - - -	16H45	18H25
Franceville via Libreville	L - - - - -	08H30	11H25

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - - - - -	12H00	13H25
	- - M - - - D	15H00	16H25
	- - - - - V - -	17H30	18H55
Port - Gentil via Libreville	- - - - - V - -	17H30	20H35
	- - - - - D	15H00	18H05

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J - - -	19H10	21H05
	- - - - - D	17H40	19H35
Port - Gentil via Libreville	- - - - - D	17H40	20H35

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou agence de voyage

Hotline LBV : (+241) 07 56 03 03 ou (+241) 02 01 17 17

Hotline POG : (+241) 02 03 32 01

Hotline FCV : (+241) 02 29 93 93

notre page facebook : flyafrijet.online et suivez-nous sur





De l'eau,
du citron,
Andza Citron !

SANS SUCRE
À BOIRE TRÈS FRAIS



AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



BETC

ET CLIC! JE LUI PRENDS UN BILLET!

L'application et le nouveau site mobile d'Air France: quelques clics pour acheter et modifier vos billets, vous enregistrer et avoir accès en temps réel à l'actualité des vols Air France.